

Italiano, si rischia l'effetto domino Commento di Moreno Bernasconi



Il Consiglio di Stato del Cantone San Gallo ha deciso di rinunciare all'insegnamento liceale dell'italiano come materia di maturità. L'ha fatto adducendo ragioni finanziarie, legate alla diminuzione del numero di studenti iscritti per questa materia. Questa decisione - di cui si occuperà il Gran Consiglio durante la sessione di febbraio - ha una rilevanza politica nazionale, poiché potrebbe generare un effetto domino in altri Cantoni, segnatamente quelli limitrofi. Alcuni segnali che vengono dal Cantone Turgovia e dai Grigioni inducono a credere che questo scenario preoccupante potrebbe avverarsi. Le conseguenze sarebbero gravi per la lingua italiana in Svizzera e il plurilinguismo, poiché anche le misure strappate obtorto collo alla Confederazione dopo un lungo e difficile braccio di ferro nell'ambito della Legge sulle lingue e poi nell'Ordinanza potrebbero essere derubricate come secondarie. Proprio in queste settimane si sta discutendo in seno all'Amministrazione federale come dare seguito a quanto contenuto nell'Ordinanza della Legge sulle lingue e, visto il vento gelido che soffia da San Gallo, le premesse non sono favorevoli.

I segnali in provenienza dai confinanti Turgovia e Grigioni non lasciano tranquilli. A Turgovia il numero degli iscritti ai corsi di italiano-maturità nell'insieme dei licei cantonali non supera le 81 unità e le sedi hanno fissato una soglia minima di 13 studenti, al di sotto della quale i corsi non hanno luogo. Dal punto di vista formale, a Turgovia l'italiano resta una materia di maturità, ma - vista l'evoluzione - fino a quando? Quanto ai Grigioni, alcuni mesi fa - all'indomani della decisione di anticipare l'insegnamento obbligatorio dell'italiano dalla quarta alla terza elementare (posticipando quello dell'inglese in quinta) il CEO di una grande multinazionale con sede a Bonaduz ha sparato a zero sull'italiano e il romancio giudicandoli «lingue folcloristiche». Un'uscita che ha scatenato una cascata di reazioni indignate, ma che porta acqua al mulino di chi non ha accettato la scelta governativa grigionese e vorrebbe riportare in tempi brevi sui banchi del Gran Consiglio la questione. La forma delle dichiarazioni del dirigente di Hamilton può dispiacere, ma è la sostanza ad essere particolarmente pericolosa. Egli ha infatti dichiarato che è difficile attirare nei Grigioni gli specialisti di cui hanno bisogno le ditte straniere ad alto valore aggiunto se l'insegnamento dell'inglese per i loro figli viene posteso a quello dell'italiano. Per un Cantone che già si è opposto ad Harnos e teme la marginalizzazione, simili argomentazioni sono purtroppo dinamite. I Grigioni non sono un Cantone qualsiasi, certo: la lingua italiana è una delle tre lingue ufficiali e intere regioni sono italofone. Ma chi considera il plurilinguismo una zavorra e non un valore aggiunto, non mancherà di utilizzare simili munizioni per anteporre ragioni economico-finanziarie a quelle politico-istituzionali.

C'è un altro segnale poco rallegrante. In primavera la città di Coira è chiamata a votare sull'insegnamento bilingue (italiano-tedesco o romancio-tedesco) alle elementari e all'asilo, entrambi minacciati. Il voto si è reso necessario a causa di una levata di scudi popolare contro alcune recenti decisioni del Municipio. Quali? L'insegnamento bilingue alle elementari è stato concentrato e dislocato in un quartiere difficilmente accessibile: una situazione dissuasiva che ha provocato una forte diminuzione degli iscritti. Quanto all'insegnamento bilingue all'asilo - introdotto da poco - il Municipio avrebbe già deciso di sacrificarlo per ragioni di risparmio.

L'ultima parola spetta ovviamente ai cittadini della capitale, ma - visto come si presentano le cose - il trilinguismo del Cantone non sembra più pesare molto agli occhi delle autorità della capitale. Gran brutti segnali.

swissinfo.ch

24. novembre 2011

AGONIE DE L'ITALIEN EN SUISSE: LE TESSIN RÉAGIT



L'italien, une langue en voie de disparition dans les écoles suisses. (imagepoint.ch)

La langue italienne perd du terrain en Suisse. Si elle n'est pas rapidement défendue, elle risque de perdre son statut de langue nationale. Le canton du Tessin a réagi et va se battre contre la récente décision d'Obwald de supprimer l'enseignement de la langue de Dante au lycée dès la rentrée scolaire.

Le gouvernement tessinois n'a pas perdu de temps. Il s'est adressé au ministre Didier Burkhalter et à la présidente de la Conférence des directeurs cantonaux de l'éducation publique, Isabelle Chassot. Il leur demande de vérifier si le règlement en vue de la reconnaissance des maturités fédérales en Suisse est correctement appliqué dans tous les cantons suisses.

«A ce jour, nos lettres sont restées sans réponse, explique Diego Erba, directeur de la Division des écoles du canton du Tessin. Mais la Commission suisse de maturité s'est cependant penchée sur ce thème et nous espérons donc être entendus.»

Diego Erba souligne qu'à Obwald, contrairement à ce qui s'est passé au printemps dernier à Saint-Gall, le gouvernement cantonal a décidé de supprimer l'enseignement de l'italien, comme branche à option, au lycée de Sarnen. «Le gouvernement d'Obwald a préféré donner la priorité au latin et aux branches scientifiques», précise le directeur des écoles tessinoises.

Une décision que le canton du Tessin considère comme la preuve d'un «manque de considération de la langue et de la culture italiennes». Il estime aussi qu'elle va à l'encontre du règlement sur la reconnaissance des maturités fédérales en Suisse.

Pétition

Entretemps, une pétition munie de 4000 signatures, lancée par l'Association suisse des professeurs d'italien, le groupe italianoascuola.ch, Pro Grisons italiens et le Département tessinois de l'éducation publique aura été déposée auprès du Département de l'éducation et de la culture d'Obwald. Elle lui demande de faire marche arrière. Une possibilité qui sera aussi débattue le 2 décembre par le parlement cantonal d'Obwald, en réponse à une interpellation du Parti socialiste.

Le directeur tessinois des écoles est d'avis que les cas de Saint-Gall d'abord – qui est depuis revenu sur sa décision – et d'Obwald ne sont que la pointe de l'iceberg: «il y a sûrement d'autres cantons en Suisse qui ont supprimé l'enseignement de l'italien sans que nous le sachions, probablement davantage en Suisse alémanique que romande.»

Mais comment expliquer ce désintérêt croissant pour cette langue? «Entendons-nous bien, la situation n'est pas encore désespérée, mais elle s'aggrave quand même, répond Alessio Petralli, professeurs et experts en langues. En fin de compte, l'italien est davantage parlé qu'on pourrait le croire, même si il n'est pas considéré comme une langue d'importance mondiale.»

«L'anglais, bien sûr, puis l'espagnol, le français, le portugais et même le chinois viennent avant, poursuit-il. Mais nous ne devons pas oublier que l'italien n'est pas seulement une langue nationale suisse mais la langue d'une grande nation et d'une culture extraordinaire, la langue de l'art, de la musique, de la bonne cuisine, du design, du football, bref de tant de belles choses de la vie. Sous de nombreux aspects, l'italien continue à être important. Rappelons-nous aussi que c'est la langue fondamentale du monde catholique et qu'elle est encore bien présente dans l'histoire d'une vaste diaspora répartie dans tous les continents.»



Alessio Petralli (swissinfo)

Radiographie de l'italophonie

Mais le Professeur Petralli en est convaincu: «Si l'on ne fait rien en Suisse, l'italien risque de se cantonaliser, voire même de disparaître. Ce serait dommage qu'il soit déclassé pour devenir une langue régionale.

A long terme il pourrait perdre son statut de langue nationale. Il faudrait donc procéder à une radiographie approfondie de l'italophonie en Suisse».

«En fait, pour des raisons d'économies, le prochain recensement fédéral ne se fera plus comme par le passé par des questionnaires envoyés à tous les ménages, mais se basera sur des données fournies par les communes et sur des enquêtes menées parmi la population, rappelle le professeur. Ce sera donc très difficile de comprendre quelle est réellement la situation de l'italien en Suisse. Dans tous les cas, il faudra rapidement intervenir de toutes les manières possibles, par exemple en exploitant mieux et davantage les moyens de communication.»

Alessio Petralli estime que les italophones de la seconde, troisième voire quatrième génération qui résident hors du Tessin peuvent faire la différence pour ce qui est du maintien de l'enseignement de l'italien au niveau national: «L'italophonie doit être ravivée hors des confins de la Suisse italienne et, pour le faire, il faudrait soutenir financièrement les écoles italiennes. Le gouvernement de la Péninsule a drastiquement réduit les subsides destinés à ces instituts. Le canton du Tessin devrait donc trouver quelques ressources pour soutenir concrètement la noble cause de la langue italienne au nord des Alpes.»

Ecole tessinoise mise en cause

Le poète et écrivain Gabriele Alberto Quadri, domicilié à Cagiallo au-dessus de Lugano, soutient inconditionnellement la proposition de son confrère. Il ne mâche toutefois pas ses mots pour expliquer la perte de sympathie que connaît l'italien dans le reste de la Suisse: «Notre langue perd du terrain, car l'italianité dans son ensemble est en recul, pire est en train de perdre sa dignité!», déplore-t-il.

Pour ce professeur d'italien et de français, né de mère italienne et de père tessinois, «ceci s'explique par le fait que l'Italie investit trop peu dans la culture et dans la diffusion de sa propre langue.» Ceci dit, cet enseignant de 61 ans, désormais à la retraite, n'hésite pas à pointer le doigt contre l'école tessinoise.

«Avant de prétendre que les autres cantons suisses continuent à offrir l'étude de l'italien comme branche à option, le Tessin devrait revoir sa façon de l'enseigner, déclare-t-il. En tant que matière scolaire, la centralité de l'italien s'est perdue durant ces dernières législatures. Nous sommes toujours davantage confrontés à une sorte de 'tour de Babel didactique' dans laquelle les élèves, à partir de l'école secondaire déjà, sont confrontés à une 'ratatouille de langues étrangères'. Alors qu'ils ne maîtrisent pas suffisamment leur propre langue! En conclusion, l'italien ne doit pas continuer à être la servante des autres langues, surtout de l'allemand. Il l'a été pendant trop longtemps!»

Gabriele Quadri est lui aussi d'avis qu'il faudra agir rapidement afin que l'italien ne se régionalise pas: «Les frontières linguistiques devraient être revues, selon les régions où l'italien est encore parlé en Suisse, ne serait-ce qu'en famille ou comme seconde langue. Un recensement des italophones tel que l'a proposé Alessio Petralli me semble nécessaire. Mais le Tessin, surtout, devrait être en mesure de défendre mieux son italianité et de se défaire de cette réputation de 'cas spécial' qui lui colle à la peau pour retrouver sa capacité d'être davantage autonome.»

EN RELATION AVEC LE SUJET

- [Le plurilinguisme est un instrument de paix](#)
- [La Suisse a mal à sa latinité](#)

Neue Zürcher Zeitung

22. Januar 2012

ZÜRCHER ANGRIFF AUFS SCHULFRANZÖSISCH

FRANZÖSISCHUNTERRICHT AN DER SEKUNDARSCHULE SOLL TEILWEISE FREIWILLIG WERDEN

Kantonsräte und Fachleute im Kanton Zürich wollen schwache Schüler vom Französisch befreien. Damit ritzen sie das Harmos-Konkordat. Nationale Politiker reagieren empört.

René Donzé

«Eine Plage» sei der Französischunterricht zuweilen. Das sagt der Zürcher Lehrer und Kantonsrat Christoph Ziegler, der im Landstädtchen Elgg auf Sekundarniveau B und C unterrichtet. Der grünliberale Politiker beobachtet, wie viele Schüler mit dem Französisch überfordert sind, das Lernen verweigern und den Unterricht stören. «Man tut diesen Jugendlichen keinen Gefallen, wenn man sie weiterhin zum Französischunterricht zwingt. Ihr Schulfrust wird einfach noch grösser», sagt er. Schwache Schüler sollten dort gefördert werden, wo sie motiviert seien.

Ziegler fordert den Regierungsrat mit einem Postulat auf, die Schülerinnen und Schüler der Sekundarstufe B und C in den letzten beiden Schuljahren von der Französischpflicht zu befreien. Er kann auf breite politische Unterstützung zählen. Bildungspolitiker aus SP und SVP zeigen Sympathien für die Idee und wollen in ihrer Fraktion für die Idee lobbyieren. Skeptischer äussern sich Vertreter der Grünen und der FDP: «Nur weil sich die Schüler einem Stoff verweigern, sollte man sie nicht einfach dispensieren», sagt etwa Sabine Wettstein (FDP).

Unterstützung durch Professor

In pädagogischen Kreisen stösst die Idee auf offene Ohren. Lilo Lätzsch, Präsidentin des kantonalen Lehrerinnen- und Lehrerverbandes, bezeichnet den Vorstoss zwar als unausgegoren und überstürzt. Doch: «Wir können nach Pisa nicht einfach zum Alltag zurückkehren.» Die Zürcher Schülerinnen und Schüler liegen im nationalen Vergleich in Mathe, Naturwissenschaften und Lesen unter dem Landesdurchschnitt. Rund 20 Prozent gehören zur Risikogruppe, haben beim Übertritt ins Berufsleben grosse Schwierigkeiten. «Seit dreissig Jahren versuchen wir leistungsschwache Schüler zu fördern, und dennoch werden sie immer schlechter.» Lätzsch organisiert eine Fachtagung mit dem Ziel, konkrete Forderungen zu formulieren. «Dabei geht es auch um die Frage, wie viel Fremdsprachenunterricht zwingend für alle nötig ist», sagt Lätzsch. «Eine Konzentration auf Kernkompetenzen bei sehr schwachen Schülern wäre nicht schlecht.» Die Zürcher Bildungsdirektorin Regine Aeppli sagte bei der Präsentation der Pisa-Resultate, sie sei zwar dagegen, in der Sek B und C eine Fremdsprache generell zu streichen. Doch könnten Schüler von Fächern dispensiert werden und im Gegenzug mehr Deutsch oder Mathe erhalten. In der dritten Sek B und C ist die zweite Fremdsprache heute schon fakultativ.

Sukkurs kommt von Georg Stöckli, Titularprofessor am Institut für Erziehungswissenschaften an der Universität Zürich. Er hat die Motivation von Schülern der 5. und 6. Klasse für den Französischunterricht analysiert und festgestellt, dass sie bereits auf dieser Stufe abnimmt. In der Oberstufe setze sich der Trend wohl fort. «Es ist sinnvoll, wenn jene, die intellektuell nicht so flexibel sind und weniger Kapazitäten haben, eine Fremdsprache vorziehen können. Und zwar sollten sie jene wählen dürfen, die sie lieber sprechen», sagt Stöckli. Französisch werde vor allem aus politischen Gründen gestützt. «Diese landespolitische Argumentation teile ich nicht. Das erzwungene Erlernen einer anderen Landessprache dürfte den nationalen Zusammenhalt kaum sonderlich fördern.»

Damit sticht er in ein Wespennest. Erst vor wenigen Jahren haben die Welschschweiz und frankophile Politiker eine Abwehrschlacht gegen die Frühenglisch-Offensive des damaligen Zürcher Bildungsdirektors Ernst Buschors geführt. Sie befürchteten, dass Französisch in den Deutschschweizer Lehrplänen ganz vom Englisch verdrängt werde. Die Kantone einigten sich auf den guteidgenössischen Kompromiss, dass überall spätestens in der dritten Klasse eine erste und ab der fünften Klasse eine zweite Fremdsprache unterrichtet wird.

Jean-François Steiert, SP-Bildungspolitiker aus Freiburg und Mitglied der nationalrätlichen Bildungskommission, sagt: «Mit der Abwahlmöglichkeit in der Oberstufe würde Zürich die Grundsätze von Harnos angreifen.» Harnos schreibt verbindliche Bildungsziele in beiden Fremdsprachen vor. Rainer Huber, Geschäftsführer des Think-Tanks Forum Bildung und ehemaliger Aargauer Bildungsdirektor bezeichnet die Idee als «Affront gegenüber der Westschweiz».

Romands werden brüskiert

Etwas nüchterner beurteilt Beat W. Zemp, Präsident des Dachverbands Schweizer Lehrer die Zürcher Ideen. «Man muss darüber nachdenken, wie die Motivation der schwächsten Schüler im Französischunterricht verbessert werden kann.» Er plädiert aber für eine nationale Lösung in dieser Frage. Ein Vorpreschen «wäre eine Brüskierung und würde den Buschor-Effekt verlängern». Das ist bei Oskar Freysinger, SVP-Nationalrat und Gymnasiallehrer, bereits geschehen. Für ihn ist der «absolut hirnrissige» Vorstoss ein weiterer Beweis dafür, dass die Zürcher das Französisch am liebsten ganz streichen würden. Er hätte eine effizientere Lösung für schwache Oberstufenschüler:

«Man muss sie für ein paar Wochen in die Romandie in ein Austauschprogramm schicken.» Dann würden sie die Sprache automatisch lernen. Und erst noch günstig.



Enseignement

Le français est mal aimé dans les écoles zurichoises

Par Laureline Duvillard. Mis à jour le 24.01.2012 [15 Commentaires](#)

A Zurich, l'enseignement du français fait régulièrement des vagues. Trois élus veulent rendre l'apprentissage de cette langue facultatif pour les élèves qui ont le plus de difficultés.



(Image d'illustration) Pour certains élèves apprendre le français représente une véritable corvée.

Image: Keystone

Sur les bords de la Limmat, la langue de Molière reste depuis longtemps en rade. A Zurich, comme un bateau abandonné, le français coule gentiment. Le premier «affront» a été opéré au début des années 2000. Le ministre zurichois de l'éducation Ernst Buschor avait alors décidé de privilégier l'apprentissage de l'anglais comme première langue étrangère, dès la 2ème année.

Depuis, les élèves zurichois se frottent au français seulement en cinquième. Et ces deux dernières années, la langue de Molière se retrouve régulièrement sur la sellette. Beaucoup doutent de la nécessité d'enseigner cette langue, jugée moins utile pour se lancer dans la vie professionnelle.

«Je pense que l'on devrait supprimer l'enseignement de la deuxième langue étrangère à l'école primaire, à savoir le français», affirmait en 2010 Hanspeter Amstutz au *Tages Anzeiger*. Sans compter que le canton subit une pénurie de professeurs de français. «Une branche mal aimée au sein des étudiants de la Haute école pédagogique», comme le soulignait le quotidien suisse alémanique.

Privilégier l'allemand

Aujourd'hui, une nouvelle vague de fronde s'érige contre le français. Comme le révèle *Le Temps*, trois élus au Grand Conseil ont déposé un postulat pour demander au gouvernement zurichois de rendre l'enseignement du français facultatif en fin de scolarité. Ceci pour les élèves qui présentent le plus de difficultés.

Dans un canton, où, selon les données [PISA](#) (évaluation qui teste les compétences des écoliers âgés de 15 ans), les élèves de secondaire présentent des résultats très médiocres en comparaison nationale, on s'interroge sur les matières à privilégier. «(...) Ce serait mieux s'ils pouvaient mettre ce temps (ndlr: heures dévolues à l'apprentissage du français) à contribution pour améliorer leurs connaissances en allemand, ils auraient plus de chances de trouver une place d'apprentissage. Car le français ne leur servira à rien», relève dans le quotidien genevois Christoph Ziegler (vert libéral), auteur principal du postulat.

Une opinion vivement contrée par la conseillère nationale romande Isabelle Chevalley (verte libérale) et par Mirjam Egli Cuenat, directrice scientifique de l'Institut pour l'enseignement et l'apprentissage des langues à la Haute école pédagogique de Saint-Gall. Les deux femmes se mettent d'accord dans *Le Temps* pour affirmer que dans un pays plurilingue on ne peut se contenter d'une solution à l'emporte-pièce. Désormais, c'est au gouvernement cantonal de se positionner. Et le débat sur ce sujet sensible promet d'être animé. (Newsnet)

Zürich will Französisch-Unterricht lockern



(Keystone)

[Hören \(15:15\)](#)

[Download \(MP3, 7.2MB\)](#)

Im Kanton Zürich sollen schwache Oberstufenschülerinnen und -Schüler vom Französisch-Unterricht befreit werden. Das fordert ein Zürcher Lehrer in einem Vorstoss im Kantonsparlament. Der Grund dieses doch ziemlich brisanten Vorschlags: Viele Schüler seien mit 2 Fremdsprachen überfordert. Ein Widerspruch zu Harnos sieht er nicht, den Röstigraben vergrössern will mit seiner Forderung ebenfalls nicht. [Mehr](#)

Autor: SI 30.01.2012

AUF EINEN ESPRESSO DE LA LANGUE FRANÇAISE ET DU SENTIMENT SUISSE

Frank A. Meyer und Marc Walder - Fragen und Meinungen zu den Themen der Woche.



FRANK A. MEYER, 67, (l.) arbeitet als Journalist im Hause Ringier. Er lebt in Berlin.
MARC WALDER, 46, ist CEO Ringier Schweiz und Deutschland.

Sagen Sie mal, Frank A. Meyer, im Kanton Zürich sollen lernschwache Schüler auf Französisch verzichten dürfen, um in anderen Fächern besser zu werden. Was halten Sie davon?

Es ist ein weiterer Versuch, Französisch als Hauptfach zu deklassieren. Letztlich wird mit einer solchen Relativierung das Erlernen einer zweiten Landessprache freiwillig. Und das darf nicht sein.

Der Initiator dieser Forderung, ein Kantonsrat der grünliberalen Partei, ist selber Lehrer. Er sagt, der Französisch-Unterricht sei für Schüler zuweilen «eine Plage».

Mit diesem Argument kann man auch Mathematik zum freiwilligen Unterrichtsfach machen. Denn mit Sicherheit ist Mathematik zuweilen eine Plage. Ich habe den Eindruck, dass für Zürcher Politiker und Pädagogen die ganze französische Sprachkultur unseres Landes eine Plage ist. Der Zürcher Zentrismus genügt sich selbst. Das wiederum ist eine Plage für unser Land.

Zürich ist in dieser Frage einfach dezidiert, vielleicht auch einfach mutiger.

Was hat es mit Mut zu tun, lieber Marc Walder, wenn man narzisstisch nur noch sich selber sieht? Zürich fühlt sich als wirtschaftlich mächtigste Region vom Rest der Schweiz unabhängig. Peter Bichsel hat das einmal wunderbar formuliert: «Ein Solothurner muss nach Zürich reisen, ein Zürcher nicht nach Solothurn.»

Warum ist denn für Sie das Erlernen von Französisch so wichtig?

Ich bin in Biel/Bienne aufgewachsen, wahrscheinlich der einzigen wirklich zweisprachigen Stadt Europas. Hier ist praktisch jede Familie bilingue. Das hat mir ein Schweiz-Gefühl vermittelt, wie ich es später in Zürich schmerzlich vermisst habe.

Was meinen Sie mit Schweiz-Gefühl?

Es ist das Gefühl, dass es die Schweiz zweimal gibt, mit dem Tessin sogar dreimal. Dass die Schweiz ohne ihre kleineren Sprachkulturen nicht existieren würde. Das Herz der Schweiz schlägt in der Suisse romande, schlägt im Tessin. Die Deutschschweiz ist zwar der grössere Sprachkörper, aber der wäre nicht lebensfähig ohne das Herz der sprachkulturellen Minderheiten.

Und Sie glauben wirklich, dass das erzwungene Erlernen einer Landessprache den nationalen Zusammenhalt fördert?

Politiker aus dem Raum Zürich, vor allem populistische Politiker, renommieren gern mit dem Begriff Willensnation. Wenn wir uns aber als Willensnation verstehen, muss sich unser Wille zur Nation ständig erneuern, unter anderem durch das Erlernen einer zweiten Landessprache.

Und Sie meinen, das genügt.

Das ist natürlich noch zu wenig. Früher bildete der Militärdienst ein nationales Bindeglied für die Schweiz, ebenso der Schüleraustausch. Auch reiste man mehr im Land herum, machte beispielsweise Ferien in einer anderen Sprachregion. Heute jettet man nach London, Palma, New York, Phuket. Dazu braucht es eigentlich nur Globalesisch, eine Sprache, die wir irrtümlicherweise als Englisch bezeichnen. Es ist leider so weit gekommen, dass in Schweizer Firmen Schweizer Mitarbeiter der verschiedenen Sprachregionen bereits ausschliesslich globalesisch kommunizieren – ich sage kommunizieren, denn miteinander reden tun sie in diesem Slang ja nicht wirklich.



Lundi 26 mars 2012



Ecouter



Télécharger

Apprendre les langues nationales: un dogme à abolir?



Un syndicat d'enseignants zurichois recommande de dispenser les élèves les plus faibles de certains enseignements, dont le français, au profit des mathématiques et de l'allemand. [Georgios Kefalas - Keystone]

L'enseignement du français pourrait encore perdre un peu de terrain en Suisse alémanique. Échaudé par les mauvais résultats des élèves zurichois dans les études PISA, un syndicat d'enseignants zurichois recommande de dispenser les élèves les plus faibles de certains enseignements, au profit des mathématiques et de l'allemand. Le français, cette langue mal-aimée des enfants et des adolescents, est en première ligne dans le collimateur des

enseignants. Depuis plusieurs années, l'anglais met la pression sur les trois principales langues helvétiques. Plus facile à apprendre, plus pratique dans les échanges internationaux: la langue de Shakespeare séduit davantage les jeunes générations et certains milieux professionnels.

Le français ennuie les Alémaniques, l'italien ne séduit plus, l'allemand barbe les Romands. Renoncer aux langues nationales nuit-il vraiment à la cohésion du pays?

Zurich sabre le français!

Les élèves les moins performants pourraient être dispensés de français, au profit de l'allemand et des maths. Tollé.

Par Lise Bailat. Mis à jour le 25.03.2012 [87 Commentaires](#)



La décision de bannir le français est-elle défendable?

La direction de la formation zurichoise s'attire les foudres de la Suisse romande: elle projette de dispenser les écoliers les moins performants des leçons de français! Le canton alémanique n'en est pas à son coup d'essai. Après avoir désigné l'anglais comme première langue étrangère à enseigner, il s'apprête ainsi à frapper une nouvelle fois. En réaction aux mauvais résultats enregistrés aux derniers tests PISA, Zurich souhaite intensifier l'enseignement des maths et de l'allemand pour les élèves aux niveaux plus faibles, selon une information de la NZZ am Sonntag. Pour compenser, ces écoliers n'auraient pas à suivre d'autres cours, dont... les leçons de français!

«Grave et choquant»

«C'est grave et choquant», réagit le vice-président d'Helvetia Latina, le conseiller national Jacques-André Maire (PS/NE). Environ 10% des élèves zurichois, avant tout des niveaux secondaires les moins poussés, seraient concernés par cette mesure. «C'est un projet discriminatoire à leur égard. Et au niveau professionnel, on peut imaginer que ces jeunes ont plutôt un destin national. Sur ce coup-là, Zurich est à côté de la plaque par rapport à la cohésion du pays», poursuit l'élus neuchâtelois. Il en appelle à une intervention de la Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). «Nous allons nous insurger au niveau parlementaire, mais il faut plutôt que le sujet soit abordé par la CDIP. Il y a une arrogance scandaleuse de la part du canton de Zurich. Si ce projet se réalise, il traduira un mépris de la minorité latine.»

Les cantons suisses se sont en effet mis d'accord sur la question de l'enseignement des langues à l'école obligatoire. Ils ont arrêté une manière de faire. Elle prévoit, pour tous les écoliers, des cours dans au moins deux langues étrangères.

«Nous pourrions taper sur les doigts du canton de Zurich, si des élèves n'y font plus du tout de français», réagit la ministre jurassienne de la Formation et présidente de la Conférence latine de l'instruction publique (CIIP), Elisabeth Baume-Schneider. Mais, si elle s'inquiète du projet, la socialiste tient à nuancer. «Il faut en débattre. Il y a des sujets tabous dans l'école publique et le pourcentage des jeunes qui terminent l'école obligatoire sans savoir bien lire et écrire en est un. On pourrait se dire: à quoi bon apprendre deux langues étrangères à ces élèves? Mais c'est à mon sens dangereux et dommageable.» Le projet zurichois sera surveillé de près en Suisse romande, qui sait que ce canton joue un rôle de moteur outre-Sarine. Et surtout, qu'il a pour habitude de faire tache d'huile chez ses voisins.

LEHRER WOLLEN WENIGER SPRACHEN



Im Brennpunkt von Schülern, Eltern, Lehrpersonen und Politikern: Der Französischunterricht in der Primarschule. (Bild: Archivbild: Susann Basler)

Der Sprachenunterricht bleibt umstritten: Der Fremdsprachenunterricht habe zu viel Gewicht in der Schule, meinen Lehrerinnen und Lehrer und fordern Korrekturen. Der Kanton will mit dem Lehrplan 21 die Naturwissenschaften stärken.

MARC HALTINER

FRAUENFELD. Seit einem Jahr gilt es ernst mit Englisch und Französisch: Schülerinnen und Schüler lernen an den Thurgauer Primarschulen nun zwei Fremdsprachen zugleich. Ob sich dadurch die Kenntnisse von Schülerinnen und Schülern tatsächlich steigern lassen, will der Kanton untersuchen.

«Abschliessend ist das aber erst möglich, wenn Schülerinnen und Schüler die Sekundarschule durchlaufen haben», sagt Walter Berger, der Chef des Thurgauer Volksschulamtes. Erst dann könne man die Resultate des doppelten Fremdsprachen-Unterrichts mit den Leistungen vorher vergleichen. Erste Rückmeldungen aus den Schulen würden zeigen, dass der Unterricht gut laufe, die Heterogenität in den Klassen aber zugenommen habe.

Vorbehalte der Lehrpersonen

Weniger positiv beurteilt der Lehrerverband Bildung Thurgau die ersten Erfahrungen mit zwei Fremdsprachen in der Primarschule. «Die zwei Fremdsprachen sind ein hoher Aufwand – für alle Schülerinnen und Schüler», sagt Anne Varenne, Präsidentin von Bildung Thurgau. Für sie hat der Fremdsprachenunterricht in den Thurgauer Schulen denn auch einen zu hohen Stellenwert. Die Fächer seien mit drei Wochenlektionen Englisch in der 3. und zwei Lektionen Französisch ab der 5. Klasse zu stark gewichtet. «Der Kanton muss dies im Rahmen des Lehrplans 21 überprüfen», fordert Varenne. Werken/Gestalten und die musischen Fächer müssten im Unterricht wieder mehr Gewicht erhalten.

«Der Unterricht mit zwei Fremdsprachen ist politisch gewollt und pädagogisch sinnvoll», entgegnet Berger. Das Thurgauervolk habe sich für zwei Fremdsprachen in der Primarschule ausgesprochen. In der Sekundarschule gibt es einen Ausweg: Schülerinnen und Schüler, die mit zwei Sprachen überfordert sind, können Französisch abwählen. Der Kanton Zürich will dieses Modell nun ebenfalls einführen, damit sich Schülerinnen und Schüler in der Oberstufe auf Deutsch und Mathematik konzentrieren können. In der Primarschule besteht die rechtliche Möglichkeit der Dispensation ebenfalls. Doch der Verband der Schulgemeinden wehrt sich dagegen, schwache Schüler vom Französisch zu dispensieren. «Wer in der Primarschule kein Französisch hat, findet den Anschluss nicht mehr», sagt Gabriela Frei, die Präsidentin des Verbandes. Auch das Volksschulamt rät den Schulbehörden, nur ausnahmsweise von Dispensationen Gebrauch zu machen. In Einzelfällen könne dies allenfalls Sinn machen, um schwache Schüler zu entlasten und an andern Grundkompetenzen zu arbeiten.

Viele Wünsche an Lehrplan

Die Thurgauer Studententafel wird grundsätzlich erst mit dem Deutschschweizer Lehrplan 21 überprüft und allenfalls geändert. Laut Berger wird die Politik entscheiden müssen, wo die Schwerpunkte liegen. In der Tendenz müsse der neue Lehrplan aber vor allem die naturwissenschaftlichen Fächer stärken. Offen ist, ob das zu einer Schwä-

chung der Fremdsprachen führen wird. Denkbar sei für die Schulgemeinden auch, die Lektionenzahl wieder um zwei zu erhöhen, sagt Frei. Der Kanton senkte die Zahl der Lektionen vor zehn Jahren.

Basler Primarschüler mögen Frühfranzösisch

Von Martin Regenass. Aktualisiert am 05.04.2012

Während den Kindern der neue Unterricht gefällt, sehen sich die Lehrpersonen nach dem vorgezogenen Beginn der Fremdsprache mit Problemen konfrontiert.



Weltreise. Lehrer Balz Bernoulli zeigt seinen Schülern, wo Südamerika liegt und wie der Kontinent auf Französisch heisst.
Bild: Mischa Christen

Aus den Kopfhörern ertönen sanfte Gitarrenklänge. Eine Frauenstimme erzählt in gemächlichem Französisch die Geschichte eines Mädchens. Mit den Augen verfolgt Primarschülerin Kadija gleichzeitig den Text auf dem Bildschirm eines Laptops. Aus den zahlreichen Informationen versteht Kadija, dass das Mädchen in Australien wohnt und einen 320 Kilometer langen Schulweg hat. Dann erklingt ein Gong und Primarschullehrer Balz Bernoulli ruft seine Schüler mit den Worten «Venez en cercle» vor der Wandtafel zum Kreis zusammen. Gemeinsam mit dem Lehrer besprechen die Drittklässler, was sie in dieser Französischstunde in Zweiergruppen herausgefunden haben.

Das Thema im Schulzimmer der Primarschule Schoren lautet «Le tour du monde – les 5 continents», also eine Weltreise auf fünf Kontinenten. Das Lehrmittel «Mille feuilles» bietet Texte und Bildmaterial auf Papier oder Bildschirm. Die Lektion dreht sich um Kinder aus verschiedenen Weltgegenden. Die Schüler müssen herausfinden, wo sie wohnen, wie sie heissen oder wie sie ihren Schulweg bewältigen. Dazu gibt es eine faltbare Weltkarte, mit welcher die 19 Schüler in ihren Abteilungen gearbeitet haben. Die Kontinente sind verschiedenfarbig bemalt, die Länder auf Französisch angeschrieben.

Während der Besprechung mit dem Lehrer geben die Kinder vereinzelt französische Wörter von sich. Den Rest ergänzen sie auf Deutsch. Zu Beginn des neuen Schuljahres vor sieben Monaten hat für die Kinder der Französischunterricht begonnen. Frühfranzösisch. Nun liegen seitens der Lehrer und der Schüler erste Erfahrungen vor.

Von toll bis hässig

Beim Befragen der Kinder fällt auf, dass den meisten die Französischstunden Spass machen. Die Worte, die sie benutzen, reichen von «toll» über «gefällt mir» bis zu «macht mir Spass». Fatima sagt: «Wir fahren in den Sommerferien in den Jura. Da hilft mir die Sprache.» Unter den 19 Kindern gibt es aber auch ein paar wenige Wortmeldungen wie: «gefällt mir so halb», «finds ein bisschen anstrengend» und «werde schnell hässig dabei».

Der Grundtenor unter den Lehrpersonen, die Französisch unterrichten, unterstreicht diesen Befund. «Die Kinder haben im Allgemeinen Freude am Französischunterricht und sind offen dafür», sagt Heini Giger, Präsident der Staatlichen Schulsynode, die das Projekt Passepartout begleitet und eine Umfrage gemacht hat unter den Lehrper-

sonen, die seit diesem Schuljahr direkt in den Französischunterricht an dritten Primarklassen involviert sind. Passepartout ist das Projekt von sechs Kantonen zur Einführung des Frühfranzösischen, das vor sechs Jahren begann. In Zusammenarbeit brachten Basel-Landschaft, Basel-Stadt, Bern, Freiburg, Solothurn und das Wallis die Richtlinien für den Französischunterricht, die Ausbildung der Lehrpersonen und das Lehrmittel «Mille feuilles» hervor.

Der neue Sprachunterricht als Chance

In der Klasse 3A der Primarschule Schoren sind viele Kinder zweisprachig und haben einen Migrationshintergrund. Französisch ist für sie bereits die dritte Sprache. Ab der fünften Klasse wird mit Frühenglisch die vierte Fremdsprache hinzukommen. Eine häufige Frage, die im Vorfeld der Einführung gestellt wurde: Ist es sinnvoll, eine weitere Sprache einzuführen, wenn die Kinder des Deutschen und auch ihrer Muttersprache nicht richtig mächtig sind?

Klassen- und Französischlehrer Bernoulli sieht im neuen Sprachunterricht eine Chance für die Kinder. Der Französischunterricht sei ein Zusatzfach, das dem Deutschunterricht nicht in die Quere komme, da Deutsch als Unterrichtssprache in allen anderen Stunden gesprochen werde: «Die Kinder können sich im Vergleich mit der neuen Sprache auch der deutschen Sprache bewusster werden und Verknüpfungen machen.» Als Beispiel nennt er das Wort Tomate, das auf Französisch «une tomate» heisst, oder weist auf alltägliche Dinge hin, in denen die Kinder mit französischer Sprache konfrontiert sein könnten. So haben die Kinder in der Pause auf einer Papiertüte einer Bäckerei beispielsweise den Spruch «Merci et au revoir» entdeckt. Solche Verknüpfungen auf eine spielerische Art zu machen, ist neben dem Vermitteln von Hörkompetenz, Lesekompetenz und eines Wortschatzes ein zentraler Punkt, worauf das Frühfranzösisch abzielt. Funktionale Mehrsprachigkeit heisst das im Fachjargon und meint, dass die Kinder nicht in einzelnen Sprachen denken, sondern vielmehr die Sprachen miteinander zu verbinden lernen.

Kinder brauchen viel Anleitung

Hier sieht Französischlehrerin Astrid Ruckstuhl eine Herausforderung. «Anfangs haben die Kinder Mühe, solche Verknüpfungen herzustellen, da sie das noch nie gemacht haben.» Ruckstuhl, die im St. Johann drei dritte Klassen in Deutsch und Französisch als Fachlehrperson unterrichtet, stuft das Lehrmittel als sehr anspruchsvoll ein. So seien die Kinder teilweise mit Leseaufträgen überfordert. Deshalb brauchten sie am Anfang sehr viel Führung. Positive Erfahrungen macht Ruckstuhl mit dem Schwerpunkt, der anstatt auf dem Leseverständnis auf dem Hörverständnis liege. «Das bewegt die Kinder zum Reden. Da sie mit deutschen Worten ergänzen dürfen, haben sie weniger Angst, Fehler zu machen», sagt Ruckstuhl.

Dass die Kinder viel Führung und Anleitung brauchen, ist auch bei der Umfrage der Schulsynode deutlich zum Ausdruck gekommen. Der Grundtenor lautet, dass vor allem leistungsschwächere Schüler mit dem Französischunterricht schnell überfordert seien. Für die Lehrpersonen sei es aber kaum möglich, auch diesen Kindern die notwendige Unterstützung anzubieten. Weiter biete das Lehrmittel zwar eine enorme Stofffülle und viele Anregungen. «Viele Lehrpersonen haben das Gefühl, mit dem Stoff nicht durchzukommen», sagt Giger. Probleme gibt es laut Giger auch bei der Infrastruktur. So müssten die 21 Lehrpersonen, die als Fachlehrpersonen von aussen in die Klassen kommen, viel Unterrichtsmaterial mitbringen, was zu einer richtiggehenden Materialschlepperei führe. Durch den Fachunterricht werde ausserdem der Stundenplan an den dritten Primarklassen unbeweglicher. «Das haben wir befürchtet», sagt Giger.

«Auf dem richtigen Weg»

Der Leiter der Volksschulen des Kantons Basel-Stadt, Pierre Felder, zieht eine positive Zwischenbilanz im Frühfranzösischunterricht. «Ich denke, wir sind auf dem richtigen Weg, wie wir mit der ganzen Herausforderung bis anhin umgegangen sind.» Felder lobt das Engagement der insgesamt 41 Lehrpersonen, die Frühfranzösisch unterrichten. Dem pflichtet auch Manuele Vanotti bei. Der Projektleiter von Passepartout im Kanton Basel-Stadt besucht vereinzelt Klassen. «Allgemein bemerke ich, dass die Kinder dem Unterricht mit viel Freude folgen», sagt Vanotti. Noch steckt die Einführung des Frühfranzösisch allerdings in den Anfängen. Ein weiter Weg liegt vor dem Projekt Passepartout und dessen Etablierung in der Schule. Für die Klasse 3A von Balz Bernoulli beginnt der nächste Wegabschnitt nach den Sommerferien. Dann werden sie in der vierten Klasse mit drei weiteren Heften des Lehrmittels «Mille feuilles» konfrontiert.

Noch ein Schritt in die falsche Richtung

Die Mehrsprachigkeit in der Schweiz eröffnet auch unterschiedliche Perspektiven, was das Zusammenleben bereichert. Dies sollte nicht zugunsten eines rein funktionalen Sprachverständnisses – wie es sich vor allem mit dem globalen Englisch ergibt – aufgegeben werden. Von Marco Baschera

Beinahe unbemerkt von der Öffentlichkeit fällt der Zürcher Regierungsrat Anfang März erneut einen Entscheid gegen das Schulfranzösisch. Innerhalb der neuen Regelung für die Aufnahmeprüfungen ins Gymnasium wurde festgelegt, dass ab Sommer 2015 für die Kurzzeitgymnasien eine stärkere Gewichtung der Mathematik auf Kosten des Französischen erfolgen soll. Deutsch und Mathematik werden zu je 40 Prozent und Französisch nur noch zu 20 Prozent gezählt. Die Erfahrungsnoten, die die Schülerinnen und Schüler aus der Sekundarschule mitbringen, entfallen.

Zurückstufung des Französischen

Was für den Aussenstehenden vielleicht als kleine, unbedeutende Änderung aussieht, lässt jemanden, der sich für die Entwicklung des Fremdsprachenunterrichts interessiert, aufhorchen. Hatte die Bildungsdirektion 2010 noch die Absicht, Französisch ganz aus dem Kanon der Prüfungsfächer für die Aufnahme ins Kurzzeitgymnasium zu streichen, so hat sie sich nun auf Druck vieler empörter Politikerinnen und Politiker für eine Reduktion auf 20 Prozent entschieden. Diese Zurückstufung wird ihre Wirkung auf das bereits auf Kosten des Englischen arg gebeutelte Französisch auf den Sekundarstufen A und B nicht verfehlen. Durch die zunehmende Hektik vonseiten vieler Eltern, die ihre Schützlinge unbedingt ins Gymnasium bringen wollen, wird der Druck auf die Sekundarschule in den nächsten Jahren noch zunehmen. Auch wenn die Bildungsdirektorin Regine Aepli beteuert, es gehe beim Entscheid des Regierungsrates um eine dringend notwendige Aufwertung der Mathematik gegenüber den Sprachen, so ist das Signal nicht überhörbar: Französisch ist nicht mehr so wichtig. Solche von höchster politischer Instanz ausgesendeten Signale bleiben nicht ungehört.

Ausdruck einer solchen Abwertung des Französischen findet man z. B. in einem Postulat, das der grünliberale Kantonsrat und Sekundarschullehrer Christoph Ziegler kürzlich an den Zürcher Regierungsrat gerichtet hat. Gemäss diesem soll es Schülerinnen und Schülern der Sekundarstufen B und C in Zukunft möglich sein, ab dem 8. Schuljahr Französisch abzuwählen. Als Erklärung gibt er an, die Schülerinnen und Schüler seien durch den Unterricht in zwei Fremdsprachen überfordert. Sie seien nicht motiviert, diese Sprache zu erlernen, und im künftigen Berufsleben werde von den allerwenigsten B/C-Schülerinnen und -Schülern die Kenntnis der französischen Sprache gefordert. Man traue seinen eigenen Augen nicht, wenn man solche Behauptungen und Forderungen liest. Da jagen sich in den letzten Jahren Sprachengesetze und Kulturartikel, welche auf eidgenössischer Ebene die

Kenntnis und die Pflege der Landessprachen stützen und fördern sollen, und an der Basis, in den Kantonen, dort, wo die Kenntnis in diesen Sprachen auf engagierte Weise vermittelt werden sollte, ist man dabei, sie abzuschaffen. Die interkantonalen Abmachungen der Schweizerischen Erziehungsdirektorenkonferenz, die verbindliche Bildungsziele vorschreiben, so unter anderem, dass in den beiden Fremdsprachen – im Kanton Zürich Französisch und Englisch – am Ende der obligatorischen Schulzeit gleich gute Kenntnisse vorhanden sein müssen, würden durch eine solche neue Regelung einfach über den Haufen geworfen. Auch fragt man sich erstaunt, seit wann Schülerinnen und Schüler bestimmen können, welche obligatorischen Fächer sie «aus Schulfrust» abwählen können. Man stelle sich vor, eine solche Abwahl würde die Mathematik betreffen! Zudem wundert man sich, dass, obwohl eine Studie des Nationalfondsprojekts 56 letztes Jahr ergab, dass in Deutschschweizer KMU-Betrieben immer noch mehr Französisch als Englisch gebraucht wird, von Christoph Ziegler das Gegenteil behauptet wird. Gemäss dieser Studie besteht in der Deutschschweiz sogar ein grosses Manko an Angestellten, die der französischen Sprache mächtig sind. Und wenn Georg Stöckli vom Institut für Erziehungswissenschaften der Universität Zürich die Motivation der 5. und 6. Klassen für den Französischunterricht untersucht und dabei feststellt, dass sie bereits ganz zu Beginn der Lernphase abnehme («NZZ am Sonntag» 22. 1. 12), so ist man versucht, ihm zu raten, er solle doch eher mit der Pädagogischen Hochschule zusammen überlegen, wie das Französisch auf pädagogisch sinnvolle und vor allem auf lustvolle Weise unterrichtet werden kann. Der Teufelskreis von unmotivierten Schülern, die Lehrer frustrieren, die dann wiederum unmotivierte Schüler produzieren, muss und kann durchbrochen werden. Seit den Zeiten von Ernst Buschor hat sich der Kanton Zürich im Bereich des Fremdsprachenunterrichts immer wieder durch Arroganz gegenüber den andern Landesteilen und durch mangelnde Sensibilität hervorgetan. Dadurch hat er leider in der Deutschschweiz eine unheilvolle Vorreiterrolle übernommen.

Kultur und Identität

Zentrale Merkmale der Schweiz sind nicht nur die Ökonomie und der starke Franken, sondern vor allem die gelebte Mehrsprachigkeit. Wörter wie «Kultur», «culture» und «cultura» bezeichnen nur scheinbar dasselbe. Gerade die unterschiedlichen Perspektiven, die sich aus den einzelnen Sprachen ergeben, können das Zusammenleben in einem mehrsprachigen Staat bereichern. Sie dürfen nicht zugunsten eines rein funktionalen Sprachverständ-

nisses, wie es sich vor allem im globalen Englisch zeigt, aufgegeben werden. Die Schweiz hat sich seit ihren Anfängen immer über die Mehrsprachigkeit definiert. Sie täte gut daran, dies auch in Zukunft zu tun. Aber dafür braucht es verantwortungsvolle Politikerinnen und Politiker, die um die Wichtigkeit dieses kulturellen und politischen Reichtums wissen, die ihn zu fördern versuchen und die mit dem guten Beispiel vorangehen, d. h. ihre Kenntnisse in den Landessprachen pflegen und sie auch öffentlich zur Schau stellen.

.....
Marco Baschera ist Titularprofessor für allgemeine und vergleichende Literaturwissenschaft an der Universität Zürich.

SVP WILL FRANZÖSISCH AUF SEK-STUFE ABSCHAFFEN



Sekundarschüler des Niveaus C sollen nach Ansicht der SVP-Fraktion vom Französischunterricht befreit werden. (Archivbild Neue LZ)

Schwächere Sekt Schüler sollen mehr Deutsch und Mathematik büffeln. Dafür sollen sie vom Französischunterricht befreit werden.

Für SVP-Kantonsrat Willi Knecht aus Geiss und mit ihm seine Fraktion ist klar: Schüler des Niveaus C – früher Realschüler – sollen mehr Deutsch- und Mathematikunterricht erhalten und dafür keine Französischlektionen mehr besuchen. Knechts Vorstoss ist mehrheitsfähig, wurde er doch auch von CVP-, FDP- und SP-Mitgliedern unterzeichnet. Als Grund für sein Postulat gibt der Politiker Klagen von Lehrmeistern und Berufsschullehrern über das schlechte Niveau von Niveau-C-Schülern in Deutsch und Mathematik an.

Ausbildner begrüssen Vorstoss

Bei den Bau- und Schreinermeistern kommt der Vorstoss gut an. «Wir würden es begrüssen, wenn mehr Wert auf Deutsch und Mathematik gelegt und dafür Französisch gestrichen würde», sagt Kurt A. Zurfluh, Geschäftsführer der Zentralschweizerischen Baumeisterverbände. Bei der für den Stundenplan zuständigen Dienststelle Volksschulbildung heisst es, man prüfe Massnahmen, um die Kompetenzen in Deutsch und Mathematik zu stärken.

Lukas Nussbaumer



DRS 1, Regionaljournal Ostschweiz vom Samstag, 14.7.2012, 17.30 Uhr

Französisch bleibt in der Primarschule

[Hören \(9:16\)](#) [Download \(MP3, 4.4MB\)](#)

Die Mittelstufenlehrer aus sechs Kantonen, darunter St. Gallen und Thurgau, fordern, dass Französisch erst in der Oberstufe unterrichtet wird. St. Gallen kann das jedoch nicht ändern, der Thurgau will nicht.

SCHULFRANZÖSISCH IN DER OSTSCHWEIZ? OUI, MAIS PLUS TARD



Für einige Schüler mehr Qual als Freude: Französisch an der Primarschule. (Bild: Archiv/Keystone)

ST.GALLEN. In der Ostschweiz sollen Kinder nicht mehr ab der 5. Klasse, sondern erst in der Oberstufe in Französisch unterrichtet werden: Das empfehlen die Mittelstufenkonferenzen aus sechs Kantonen der Erziehungsdirektorenkonferenz in einem Schreiben zum Lehrplan 21.

Die Praxis zeige, dass zwei Fremdsprachen auf der Primarstufe das System noch immer überfordere, heisst es im Schreiben von Mitte Juni, das der Nachrichtenagentur sda vorliegt. Die Stundentafel als Ganzes richte sich zu stark an den kognitiven und sprachlichen Fächern aus und lasse heute für den musischen Bereich wenig Platz. «Es ist daher sinnvoll, wenn der Französischunterricht erst in der Oberstufe beginnt»: Das empfehlen die Präsidentinnen und Präsidenten der Mittelstufenkonferenzen der Kantone Zürich, Thurgau, St.Gallen, Appenzell Innerrhoden, Schwyz und Glarus.

Weiter harmonisieren

Stefan Birchler, Präsident der Thurgauer Mittelstufenkonferenz, sagt, diese Empfehlung habe das informelle Gremium Mittelstufe-Ost im April dieses Jahrs an einer Sitzung zum Lehrplan 21 einstimmig beschlossen. Gemäss Stefan Birchler hat der Lehrplan 21 auch zum Ziel, den Unterricht in den Kantonen weiter zu harmonisieren. Der Französischunterricht auf der Mittelstufe (4. bis 6. Klasse) werde heute unterschiedlich praktiziert: Im Thurgau gibt es zwei Lektionen à 45 Minuten, in St.Gallen drei Lektionen à 50 Minuten, Innerrhoden verzichtet ganz. Das sei möglich, weil die Gestaltung der Stundentafel in der Hoheit der Kantone sei, sagt Birchler. Im Übrigen seien viele Schülerinnen und Schüler damit überfordert, in der 5. Klasse schon zwei Fremdsprachen zu lernen. Kinder mit Migrationshintergrund müssten gar drei Fremdsprachen «büffeln».

Widerspricht Harmos

Der St.Galler Bildungschef Stefan Kölliker ist Präsident der Erziehungsdirektoren-Konferenz der Ostschweizer Kantone und des Fürstentums Liechtensteins (EDK-Ost). Er antwortet den Mittelstufenkonferenzen in einem Brief, es sei unmöglich, das Fach Französisch aus der Stundentafel der Primarschule zu streichen. Das Harmos-Konkordat besage, so Kölliker, dass die erste Fremdsprache spätestens ab der 3. Klasse der Primarschule, die zweite Fremdsprache spätestens ab der 5. Klasse der Primarschule unterrichtet werden müsse. Diese Regelung sei eine verbindliche Vorgabe zur Erarbeitung des Lehrplans 21, so der SVP-Politiker.

Birchler sagt, der Französischunterricht sei in der Ostschweiz momentan regelmässig Gegenstand der politischen Diskussion. So gibt es Bestrebungen, lernschwache Oberstufen-Schülerinnen und -Schülern vom Französisch zu dispensieren. Bei der Erarbeitung des Lehrplans 21 will sich die Mittelstufe-Ost darum einbringen, sagt Birchler. (sda)



Italienischunterricht an der Schule: Insgesamt aber ist die Stellung des Italienischen an Schweizer Schulen prekär. (Bild: ky/Karl Mathis)

Um das Fach Italienisch steht es nicht gut an den Schulen in der Schweiz. Nicht nur das Interesse fehlt, verschiedene Kantone verstossen in diesem Zusammenhang gegen das Maturareglement. Die Tessiner sind darüber enttäuscht.

CARLO SCHULER

Gerade eben hat der Obwaldner Kantonsrat ein Postulat abgelehnt, welches das Fach Italienisch neu als Grundlagenfach an der Kantonsschule einführen wollte. Bereits im letzten Jahr hatte die Obwaldner Regierung beschlossen, Italienisch an der Kantonsschule nicht mehr als Schwerpunktfach zu führen. Schüler aus Obwalden, welche Italienisch als Grundlagenfach belegen wollen, müssen das Gymnasium in Luzern besuchen. Peter Lütolf von der Obwaldner Bildungsdirektion sagt jedoch, dass dies in seinem Kanton zurzeit niemand macht.

Acht Kantone vorschriftswidrig

Gemäss Maturitätsanerkennungsreglement (MAR) ist es Vorschrift, dass zwei Landessprachen als Grundlagenfächer angeboten werden. In der deutschen Schweiz sind das de facto Italienisch und Französisch. Die Studierenden müssten gemäss MAR die Möglichkeit haben, sich zwischen einer der beiden Landessprachen entscheiden zu können.

Obwalden steht mit seiner Regelung nicht allein: Aus einer Umfrage der Schweizerischen Maturitätskommission im Jahre 2011 geht hervor, dass nur in 17 Kantonen Italienisch als Grundlagenfach angeboten wird. Dies widerspricht dem MAR. Die Kommission hält denn auch fest: «Aus der Erhebung geht klar hervor, dass diese Regelung nicht an allen Maturitätsschulen befolgt wird.»

Vorstoss im Parlament

Die Kommission hat eine Arbeitsgruppe eingesetzt, welche die Situation des Italienischen genauer analysieren und einen umfassenden Bericht liefern soll.

Im Juni hat zudem die Bündner Nationalrätin Silvia Semadeni (SP) eine Interpellation mit dem Titel «Förderung der nationalen Sprachminderheiten» eingereicht.

Peter Lütolf von der Obwaldner Bildungsdirektion macht noch auf einen zusätzlichen Aspekt aufmerksam: Ein Fach anbieten heisse noch lange nicht, dass das Fach dann auch effektiv erteilt werde. Er weiss von einem Kanton, wo die Stunden dermassen ungünstig angesetzt sind, dass das Grundlagenfach Italienisch jeweils gar nicht zustande kommt. «Faktisch wird Italienisch wohl in verschiedenen weiteren Kantonen nicht durchgeführt, also nicht nur in jenen, die es nicht anbieten», meint Lütolf.

Wenige Lichtblicke

Die Nachfrage bei mehreren kantonalen Erziehungsdirektionen bestätigt diesen Befund: Es gibt Kantone, wo das Grundlagenfach Italienisch zwar angeboten, dennoch aber nicht erteilt wird. Immerhin gibt es ein paar wenige Kantone, wo rund 30 Prozent der Schülerinnen und Schüler am Gymnasium von einem der verschiedenen Italienischangebote Gebrauch machen. Einen interessanten Anreiz zur Förderung dieser Sprache setzt übrigens der Kanton Appenzell Ausserrhoden: Wenn die Lernenden an der Mittelschule drei Fremdsprachen wählen, zählt für die Promotion die bessere Note von Englisch oder Italienisch.

Und auf der Stufe Volksschule war Anfang Juli eine positive Meldung aus dem Kanton Uri zu vernehmen: Dort ergab eine Umfrage, dass das Bedürfnis für die Beibehaltung des Italienischen als Wahlpflichtfach auf der 5. und 6. Primarstufe nach wie vor vorhanden ist. Wobei die Nachricht insofern zu relativieren ist, als in Uri Italienisch bis vor einigen Jahren auf der Primarstufe noch obligatorisch war.

Im deutschsprachigen Teil Graubündens hingegen gehört Italienisch an der Volksschule weiterhin zum Katalog der obligatorischen Fächer.

«Fundamentale Werte»

Insgesamt aber ist die Stellung des Italienischen prekär. Uberto Motta, Professor für italienische Literatur an der Universität Freiburg, meint: «Es besteht der Eindruck, dass es an einem Impuls von oben fehlt. Italienisch wird im

Vergleich zum Deutschen und zum Französischen als zweitrangig erachtet.» Deutliche Worte braucht auch der Tessiner Bildungsdirektor Manuele Bertoli: «Die Situation ist nicht normal. Italienisch müsste an den Gymnasien als Grundlagenfach angeboten werden. Das sagt das Reglement, das sagt die Maturitätskommission, das sagt Bundesrat Burkhalter. Und trotzdem wird es vielenorts nicht gemacht. Das Recht legt etwas fest, und die gelebte Realität sieht ganz anders aus.»

Dabei gehe es um mehr als nur um die Förderung einer Sprache: «Es geht auch um den Wert der Mehrsprachigkeit und um den Respekt gegenüber den verschiedenen Kulturen. Das sind fundamentale Werte unseres Landes.»

CORRIERE DEL TICINO

8.8.2012

STAVOLTA È MINACCIATO IL FRANCESE

di MORENO BERNASCONI - A conferma che ad essere minacciato, in Svizzera, non è l'italiano bensì il plurilinguismo tout court, rileviamo che gli insegnanti svizzeri tedeschi del settore primario stanno esercitando forti pressioni per procrastinare l'insegnamento del francese dalla quinta elementare alla settima. La richiesta viene dalla Conferenza dei maestri primari di livello intermedio della Svizzera orientale. Ma ciò che più colpisce, è il sostegno attivo a questa proposta da parte della capitale economica svizzera, Zurigo. A quali ragioni risponde la proposta? Tutte nobilissime e pedagogicamente motivate. «Per i bambini, in particolare per quelli più deboli, imparare due lingue straniere rappresenta un vero problema» – notano gli insegnanti –. E aggiungono che il cosiddetto modello 3/5 varato dalla Conferenza dei direttori della pubblica istruzione nel 2004 non regge dal punto di vista didattico. Infatti, «l'insegnamento di una seconda lingua straniera in quinta elementare non può essere considerato insegnamento precoce. Tanto vale, quindi, spostarlo in settima». In un'intervista recente il presidente della Conferenza zurighese dei maestri primari Harry Huwyler ha sottolineato che queste proposte non significano per nulla un'ostilità verso il francese: «Personalmente avrei preferito mantenere l'insegnamento del francese a livello primario...purtroppo, però, la maggioranza dei genitori dà la preferenza all'inglese». Dietro a queste belle e melliflue parole si cela un trend infelice che per miope comodità sacrifica una peculiarità elvetica, il plurilinguismo, assai prezioso per i giovani svizzeri che si preparano a muoversi nel mondo globale. Tanto prezioso quanto ignorato, purtroppo, da molti genitori che con le migliori intenzioni si accontentano delle apparenze, nonché da molti operatori scolastici di corte vedute. Il bilinguismo lingua materna/inglese sarà infatti sempre più la norma ovunque. Rispetto a questa normalità, la Svizzera potrebbe far valere un valore aggiunto: il plurilinguismo. Tre lingue (quattro per i più dotati) non sono forse meglio di due in un mondo in cui la facilità di rapportarsi con gli altri diventa un requisito essenziale in tutti i campi professionali?

Quello che sta capitando in diversi Cantoni svizzeri (e anche nell'amministrazione federale) è un gran brutto segno. Infatti, quando il Parlamento ha voluto una legge sulle lingue (che il Consiglio federale osteggiava), i Cantoni – capitanati da Zurigo – sono riusciti ad impedire che il testo legislativo desse la priorità all'insegnamento precoce delle lingue nazionali rispetto all'inglese. Il legislatore ha dovuto fare di necessità virtù, accettando il compromesso propugnato dalla Conferenza dei Cantoni: due lingue straniere alla scuola primaria – una a partire dalla terza e una dalla quinta – a condizione di lasciare la libera scelta cantonale se insegnare prima l'inglese o prima la lingua nazionale. Adesso che la legge esiste e si sta preparando un piano di studi comune per i Cantoni svizzero-tedeschi, riecco un nuovo tentativo di silurare il plurilinguismo a vantaggio di un bilinguismo inglese/lingua materna, che per molti equivale nella vita pratica ad una diglossia Schwytzerdütsch/inglese. La battaglia per il plurilinguismo svizzero si gioca nei primi anni di scuola elementare e il modello 3/5 permette ancora di salvarne la sostanza. Se nella Svizzera tedesca l'insegnamento della seconda lingua nazionale slitterà dalla quinta alla settima, il bilinguismo avrà definitivamente imposto il suo diktat. Lo sanno benissimo i responsabili della politica scolastica svizzero-tedeschi. Harry Huwyler lo riconosce a chiare lettere: «I lavori per il piano di studi comune (Lehrplan 21) stanno entrando in una fase decisiva. Se si vuole ancora cambiare qualcosa, occorre farlo adesso. Dopo, le cose saranno cementate per parecchi anni». Ecco la ragione vera della battaglia per marginalizzare non solo l'italiano, ma il francese alla scuola elementare.

Per certi versi, queste nuove bordate contro il plurilinguismo precoce sono sorprendenti. Infatti, la grande maggioranza dei Cantoni svizzero tedeschi (tra i quali anche Zurigo) avevano approvato in votazione popolare pochi anni fa il modello 3/5 di insegnamento delle lingue straniere alla scuola elementare. L'esito di questo nuovo confronto è politicamente rilevante. Infatti, fintanto che i bambini svizzero tedeschi continueranno ad avere la possibilità di familiarizzarsi precocemente con tre lingue (due nazionali e l'inglese) nei primi cinque anni di scuola, saranno date le premesse di un autentico plurilinguismo degli svizzeri. In caso contrario, la previsione che i nostri giovani, per comunicare fra una regione linguistica e l'altra del Paese, si avvarranno presto, non della lingua materna dei vicini confederati bensì della lingua del Mc Donald, potrebbe diventare una triste realtà.

Ist Frühfranzösisch zu früh?

BILDUNG Nach den Schwyzer Lehrern wollen weitere Lehrerverbände dem Frühfranzösisch an den Kragen. In Uri hat man bereits einen anderen Weg gefunden.

BARBARA INGLIN
barbara.inglin@luzernerzeitung.ch

Die Zentralschweizer Kantone könnten Frühfranzösisch ganz einfach aus dem Stundenplan kippen. Weil sie dem Harmonikkonkordat nicht beigetreten sind, müssen sie auch nicht zwei Fremdsprachen auf der Primarstufe anbieten. Bisher bieten trotzdem alle Englisch als erste und Französisch (Uri Italienisch) als zweite Fremdsprache an. Die Mittelstufenkonferenz aus sechs Kantonen, darunter Schwyz, fordert nun, Französisch erst ab der Oberstufe zu unterrichten (Ausgabe vom Samstag). Primarschüler seien mit zwei Fremdsprachen überfordert.

Jetzt stimmen weitere Lehrerverbände in die Forderung ein. Die Lehrer in Luzern, Zug und Nidwalden würden die zweite Fremdsprache lieber heute als morgen auf die Oberstufe verschieben. «Wir hören von Lehrern, dass mit den drei Lektionen der Stoff knapp bewältigbar ist», sagt Barbara Kurth, Co-Präsidentin des Lehrervereins Kanton Zug. «Hingegen ist die nachträgliche Einführung der Schriftlichkeit und der Betonung wie ein Klumpfuss. Das fördert die Motivation wenig.» Auch von vielen Eltern komme die Rückmeldung, dass ihr Kind eine Fremdsprache ohne zusätzliche Unterstützung zu Hause nicht selbstständig lernen könne. 40 bis 60 Prozent der Kinder seien überfordert.

Eine Sprache bevorzugt

Auch der Luzerner Lehrerverband würde die Reduktion auf eine Fremdsprache begrüssen. Präsidentin Annemarie Bürkli: «Ob aber Englisch oder Französisch gestrichen wird, müsste die Politik entscheiden.» Der Luzerner Lehrerverband hat 2007 die Initiative «Eine Fremdsprache an der Primarschule» zurückgezogen, weil der Kanton Luzern der einzige mit nur einer Fremdsprache auf der Primarstufe gewesen wäre. Viele Eltern hätten damals eine Benachteiligung ihrer Kinder befürchtet, erinnert sich Bürkli. Unterdessen habe der Wind gedreht: «Die Eltern sind gegenüber zwei Fremdsprachen skeptischer geworden. Sie realisieren, dass ihre Kinder damit zum Teil überfordert werden.»

Bei der Dienststelle Volksschulbildung des Kantons Luzern will man aber nichts von der Abschaffung des Frühfranzösischen wissen. Die Kommunikationsbeauftragte Marianne Iten verweist auf den Lehrplan 21, der 2014 vorliegen soll. Dort werden Lernziele für die ganze Deutschschweiz festgelegt, zwei Fremdsprachen sind ein Teil davon. «Der Kanton Luzern steht hinter diesem Deutschschweizer Vorhaben. Es ist nicht der Moment, Änderungen im Fächerkanon ins Auge zu fassen», sagt Iten.

Auch in Zug dürfte das Anliegen der Lehrer einen schweren Stand haben. Eine Initiative für nur eine Fremdsprache auf der Primarstufe lehnte das Volk vor sechs Jahren ab. «Die Weichen sind immer noch gestellt», sagt Lukas FÜRER,



Verlieren die Kinder den Spass daran, zur Schule zu gehen? Die Lehrer fürchten, dass die Kinder mit den frühen Fremdsprachen überfordert sind.
Getty

Informationsbeauftragter der Bildungsdirektion. Man nehme die Bedenken der Lehrer aber sehr ernst. Fürer sieht zwei Ansatzpunkte für verbesserte Rahmenbedingungen. «Mit dem Lehrplan 21 wird die Koordination der verschiedenen Fremdsprachen und des Fachs Deutsch besser.» Man werde aber auch den Lehrplan 21 als Ganzes kritisch beurteilen und nicht einfach «kommentarlos übernehmen». Der Schwyzer Bildungsdirektor hat seinen Lehrern per Brief bereits mitgeteilt, dass man am bisherigen System festhalten wolle.

Stützunterricht als Lösung

Allerdings: Längst nicht überall stehen Bildungsdirektion und Lehrerschaft auf

Kriegsfuss. Margrit Wirz, Vorstandsmitglied des Lehrervereins Obwalden und Lehrerin auf der Sekundarstufe 1, sagt: «Es gibt bei uns nur vereinzelt Stimmen, die das Frühfranzösisch abschaffen wollen.» Nur vereinzelt? «Obwalden scheint gute Lösungen gefunden zu haben. Wenn ein Kind Mühe mit dem Stoff hat, erhält es vorübergehend Stützunterricht oder wird von einem Teil der Lernziele befreit», sagt Wirz. «Im äussersten Notfall wird ein Kind vom Fremdsprachenunterricht dispensiert, doch das ist selten nötig.»

Ebenfalls zufrieden mit ihrer Bildungsdirektion sind die Urner Lehrer. In Uri wird wie in den anderen Zentralschweizer Kantonen ab der dritten Klasse

Englisch unterrichtet. Ab der fünften Klasse kommt hier statt Französisch Italienisch hinzu. Allerdings gilt Italienisch als Wahlpflichtfach, schwächere Schüler besuchen in dieser Zeit Stützunterricht in Deutsch oder Mathematik. «Italienisch ist somit mehr eine Art Begabtenförderung für starke Schüler», sagt Bildungsdirektor Beat Jörg (CVP). «27 Prozent der Fünftklässler und 21 Prozent der Sechstklässler besuchen den Italienischunterricht.»

Die Erfahrungen mit dem Modell seien sehr gut. Tumasch Cathomen, Präsident des Lehrervereins Uri, bestätigt: «Das Sprachkonzept Uri ist eine tolle Sache.» Seit die zweite Fremdsprache nur noch freiwillig angeboten wer-

de, seien auch die Leistungen gestiegen. Von solch Urner Einigkeit kann man in anderen Kantonen nur träumen. Die Präsidentin des Luzerner Lehrerverbandes hält das Urner Modell für «prüfenswert».

Der Kanton hingegen will am jetzigen System festhalten, wie es auf Nachfrage heisst. Doch auch dem Nidwaldner Lehrerverband schwebt ein ähnliches Modell vor, sollte sich die Ausgangslage nicht ändern. «Dann müsste man Schüler mit Lernschwierigkeiten grosszügig vom Französisch dispensieren. Sie könnten in dieser Zeit zum Beispiel Deutsch oder Mathematik lernen», sagt Verbandspräsident Stefan Joller.



«Die Eltern sind gegenüber zwei Fremdsprachen skeptisch.»

ANNEMARIE BÜRKLI,
LEHRERVERBAND LUZERN



«Man müsste Schüler mit Schwierigkeiten dispensieren.»

STEFAN JOLLER,
LEHRERVERBAND NIDWALDEN

«Schwache Schüler würden als zu dumm abgestempelt»



Sandro Forni,
Dozent für
Fachdidaktik

INTERVIEW Sandro Forni, sind Primarschüler mit zwei Fremdsprachen, speziell mit Französisch, überfordert? Sandro Forni: Wenn blind Wortschatz und Grammatik gepaukt werden, dann sind Primarschüler mit Französisch überfordert. Aber wenn man Französisch stufengerecht und mit den richtigen Methoden unterrichtet, sehe ich dieses Problem nicht.

Der schweizerische und zahlreiche kantonale Lehrerverbände stehen dem Frühfranzösisch aber skeptisch

gegenüber, einige möchten es sogar abschaffen.
Forni: Ich wehre mich gegen diese Forderung. Zum einen ist Mehrsprachigkeit in der heutigen Gesellschaft eine wichtige Qualifikation. Zum anderen frage ich: Weshalb soll man dann nicht auch Mathematik oder Geschichte abschaffen, wenn einige Kinder damit Mühe bekunden? Der Ruf nach Abschaffung des Frühfranzösisch wegen Überforderung ist eine billige Lösung.

Auch Eltern machen Druck und berichten von Überforderung.
Forni: Zum Teil projizieren die Eltern die schlechten Erfahrungen, die sie selber mit dem Französischunterricht gemacht haben, auf ihre Kinder. Aufgrund des elterlichen Drucks sagen auch einige Lehrer tatsächlich, sie hätten langsam genug vom Frühfranzösisch.

Die Lehrer bemängeln, zwei Lektionen Französisch pro Woche genügen

nicht – und die Klassen seien zu gross, als dass alle Kinder genügend zum Zug kämen.
Forni: Ich sähe es auch lieber, wenn drei Lektionen pro Woche möglich wären. Aber auf Kosten welcher Fächer soll man Französisch ausbauen? Bei der Klassengrösse handelt es sich um eine Frage der Methodik. Man kann die Klasse aufteilen, sodass die einzelnen Schüler mehr profitieren.

Sind manchmal auch Lehrer mit dem Fremdsprachenunterricht überfordert?
Forni: Es gibt sicher Lehrpersonen, die im Fremdsprachenunterricht im methodisch-didaktischen Bereich noch Mängel haben. Man muss jedoch die Bedenken der Lehrerschaft ernst nehmen.

Sollte man in dem Fall, wie es der Schweizerische Lehrerverband vorschlägt, schwache Schüler vom Französischunterricht dispensieren?

Forni: Nein. Man täte den schwächeren Schülern unrecht. Sie würden abgestempelt im Sinne von: «Du bist zu dumm fürs Französisch, du musst das nicht lernen.» Wenn die Lehrer Französisch für zu wenig wichtig halten, färbt das auf die Einstellung der Schüler ab. Das ist gefährlich. Von der Mathematik wird auch kein Schüler freigestellt, nur weil er sich damit schwertut.

Was spricht dringend für zwei Fremdsprachen respektive Französisch auf der Primarstufe?
Forni: In der Schweiz ist Französisch im Berufsleben wichtiger, als man meint. Häufig melden sich bei mir erwachsene Personen und erkundigen sich, wie man in zwei, drei Monaten sein Französisch verbessert, weil sie für eine Firma arbeiten, die viele Verbindungen zur Westschweiz hat. Für Mitarbeiter im Aussendienst, für den Verkauf, für KMU und kaufmännische Betriebe ist Französisch wichtig. Die Vorstellung, dass man sich

mit Englisch in der Westschweiz durchschlagen kann, trifft nicht zu.

Wie könnte man den Beliebtheitsgrad des Französisch steigern?
Forni: Ein verstärkter Schüleraustausch wäre nötig. Ab Mitte der 6. Primarklasse sollten Deutschschweizer Schüler für eine oder zwei Wochen eine Schule in der Westschweiz besuchen und umgekehrt. Somit könnten die Schüler ihre Kenntnisse real und nicht nur im Schulzimmer anwenden. Die Motivation würde dadurch gestärkt. Das wäre nicht teuer, aber effektiv. Kantone wie Nidwalden, Obwalden oder Zug machen dies bereits mit gutem Erfolg.

INTERVIEW KARI KÄLIN
kari.kälin@luzernerzeitung.ch

HINWEIS

► Sandro Forni (58) ist Dozent für Fachdidaktik Französisch und Beratung Fremdsprachenaufenthalt an der Pädagogischen Hochschule Zentralschweiz Schwyz. ◀

Fronde des enseignants alémaniques contre le français

Par Catherine Cossy Zurich

Fronde des enseignants alémaniques contre le français Les élèves de primaire sont dépassés par l'enseignement de deux langues. Des enseignants de Zurich, Saint-Gall, Thurgovie, Schwyz, Glaris et Appenzell Rhodes-Intérieures veulent que les cours de français commencent plus tard, en 7e année

Les enseignants alémaniques relancent la discussion sur l'enseignement du français. La conférence des maîtres du niveau primaire intermédiaire de Suisse orientale demande que le français soit repoussé en septième année. Actuellement, dans la majorité des cantons alémaniques, le français est enseigné après l'anglais, en cinquième année.

«Nous n'avons rien contre le français. Mais beaucoup d'enfants sont dépassés par l'enseignement de deux langues étrangères. Personnellement, j'aurais été favorable à ne garder que le français au niveau primaire, mais une majorité des parents donne la préférence à l'anglais», déclare Harry Huwyler, président de la conférence zurichoise des maîtres du degré intermédiaire (de la quatrième à la sixième année primaire). Avec ses collègues de Saint-Gall, Thurgovie, Schwyz, Glaris et Appenzell Rhodes-Intérieures, il demande que le français soit reporté.

«L'enseignement du français, qui commence en cinquième année, n'est de toute façon pas précoce. On peut tout aussi bien commencer en septième année, cela ne joue plus aucun rôle. Si on voulait vraiment profiter des premières années scolaires pour apprendre les langues, il faudrait déjà commencer à l'école enfantine avec l'anglais et en deuxième ou troisième primaire avec le français. La solution retenue avec deux langues étrangères au niveau primaire est purement politique, elle a été imposée au détriment de la pédagogie et des élèves.»

La Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique CDIP avait adopté en 2004 le fameux modèle 3/5 qui oblige les cantons à commencer au plus tard en troisième année avec la première langue étrangère, et en cinquième avec la deuxième. En réaction, toute une série de cantons ont voté pour savoir s'il fallait enseigner deux langues étrangères au niveau primaire. Presque tous ont dit oui, dont Zurich à fin 2006.

Pourquoi ce nouveau mouvement de fronde, alors que cette décision n'est appliquée que depuis quelques années? «Les travaux pour un plan d'études commun aux cantons alémaniques – Lehrplan 21 – entrent dans une phase décisive. Si on veut encore changer quelque chose, c'est maintenant. Après, cela sera cimenté pendant des années», répond Harry Huwyler.

Stefan Birchler, président des enseignants thurgoviens du degré primaire intermédiaire, précise: «Nous aimerions avant tout que les cantons de Suisse orientale travaillent plus étroitement ensemble. Il y a par exemple de grandes disparités dans les heures consacrées aux diverses branches. Saint-Gall a trois périodes de français hebdomadaires de 50 minutes, Thurgovie deux de 45 minutes. Nous avons essayé de faire une grille horaire idéale, et nous sommes arrivés à la conclusion que les langues sont surreprésentées. Le français n'est qu'un aspect parmi d'autres. En Thurgovie, nous aimerions une leçon supplémentaire de travaux manuels.»

La recommandation des six associations cantonales a été prise par leur comité respectif à l'unanimité, soit une vingtaine de personnes. Il n'y avait pas de mandat formel des membres. Mais la base est remontée contre le français. Beat W. Zemp, président de l'association des enseignants alémaniques, confirme: «L'insatisfaction est grande. Nous allons d'ici à la fin de l'année présenter nos propositions d'amélioration pour l'enseignement de deux langues étrangères en primaire. Nous aimerions agir à plusieurs niveaux: cours d'appui en allemand, mesures pour encourager les échanges scolaires et dans certains cas repousser l'enseignement du français. Mais nous ne sommes pas favorables à une seule langue étrangère en primaire.

Car sinon, les parents qui ont les moyens vont payer des cours à leurs enfants, c'est la porte ouverte aux inégalités.»

Les maîtres savent que leurs chances d'être entendus sont faibles. Zurich, Saint-Gall et Glaris ont ratifié le concordat Harnos et n'ont pas vraiment le choix. Le directeur saint-gallois de l'Instruction publique, l'UDC Stefan Kölliker, l'a rappelé clairement aux enseignants. Les cantons de Suisse centrale qui ont soit refusé, soit gelé l'adhésion à Harnos pourraient en théorie repousser le français. Car le Plan d'études 21, qui s'appuie sur Harnos, n'a pas d'effet contraignant.

Mais cette nouvelle poussée de fièvre s'inscrit dans une ambiance défavorable à l'enseignement du français. Ainsi, Zurich examine la possibilité d'en dispenser plus systématiquement les élèves faibles pour concentrer les efforts sur l'allemand et les mathématiques. Dans certaines écoles, les dispenses atteignent déjà 10% ([LT du 16.04.2012](#)).

LE TEMPS

Le Temps
Mercredi 15 août 2012

«Nous voulons des états généraux de l'enseignement des langues»

Questions à



Georges Pasquier
Président du Syndicat des enseignants romands (SER)

A quelques jours de la rentrée scolaire en Suisse romande, l'association faitière des maîtres et professeurs réclame un «Grenelle» de l'apprentissage des langues à l'école obligatoire. Malgré les bonnes intentions, l'échec est patent, déplore le SER, pour qui le moment est venu de changer de cap. L'inquiétude n'est pas nouvelle. Mais l'entrée en vigueur du nouveau plan d'études romand (PER) ainsi que l'introduction de l'anglais

à partir de la 5e aux côtés de l'allemand poussent le syndicat à l'action.

Le Temps: *Qu'est-ce que vous proposez?*

Georges Pasquier: Nous souhaitons rassembler les enseignants, les politiques et les citoyens pour discuter de l'enseignement des langues sous l'égide de la Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP). Nous disons depuis longtemps que l'on n'apprend pas l'allemand ou l'anglais à l'école. Et les résultats dans les classes nous donnent raison. Or, si nous continuons sur la voie actuelle, nous allons dans le mur.

– Quels sont vos reproches?

– Le concept de langues mis en place au niveau romand et suisse est très politiquement correct. Il répond à une forte pression sociale, parfois aux dépens d'autres branches. En revanche, faire croire aux

parents que les élèves apprendront par la seule magie des cours une voire deux langues étrangères est un mensonge, une illusion. Ni plus ni moins que l'enseignement bilingue tel qu'il est pratiqué aujourd'hui. Il y a des attentes et des ambitions trop grandes par rapport aux moyens mis à disposition. Une langue n'est pas une matière qui s'enseigne comme les autres. Le SER combat une approche purement scolaire. Nous déplorons également le fait que les langues se transforment dans bien des cas en instrument de sélection.

– Ne vaudrait-il pas mieux, dans ces conditions, renoncer à l'enseignement des langues?

– Non. Nous sommes convaincus de l'importance des langues à l'école dès les premières années. On peut faire beaucoup pour ouvrir les élèves à d'autres idiomes. Par contre, il ne faut pas avoir des prétentions démesurées. En fait, il faut développer avant tout des aptitu-

des à la communication sans crainte des notes. Dans cette optique, nous soutenons l'idée de séjours linguistiques obligatoires à partir de 11-12 ans.

– Cette vision est-elle partagée par l'ensemble des enseignants?

– Pas encore. C'est un changement de paradigme qui demande du temps. Il y a des craintes et des résistances. Passer d'un apprentissage à coups de grammaire et de vocabulaire vers un autre qui privilégie la communication ne se fait pas en un tour de main.

– A l'est de la Suisse, l'enseignement du français est contesté...

– Nos collègues alémaniques ressentent le même malaise. Eliminer une langue pour mieux concentrer les efforts répond à ce questionnaire. Notre proposition de revoir les objectifs de l'apprentissage des langues pourrait servir à apaiser le débat.

Propos recueillis par Marco Danesi

«IL N'A JAMAIS ÉTÉ QUESTION D'AVOIR DES ÉLÈVES TRILINGUES À LA SORTIE DE L'ÉCOLE»

Elisabeth Baume-Schneider, présidente du gouvernement jurassien et de la Conférence latine de l'Instruction publique. (Keystone)



La Jurassienne Elisabeth Baume-Schneider, directrice de la Conférence latine de l'Instruction publique, répond aux critiques du Syndicat des enseignants (SER) sur l'enseignement des langues à l'école.

«Gros malaise» à l'école primaire dans l'enseignement des langues. C'est en tout cas ce qu'a dénoncé le Syndicat des enseignants romands (SER). «On va dans le mur», prétend-il à propos de la mise en œuvre du Plan d'études romand (LT du 15.08.2012). Que répond la présidente de la Conférence latine de l'Instruction publique (CIIP)?

Le Temps: Les ambitions linguistiques sont irréalistes et trompeuses, selon le SER...

Elisabeth Baume-Schneider: Ni l'un ni l'autre, ce sont des termes de confrontation, pas de dialogue. Les objectifs des directeurs de l'Instruction publique sont raisonnables et affirmés clairement. Il ne faut pas créer la confusion dans la population en lui faisant croire que ces ambitions sont hors d'atteinte.

– Dire que l'échec est patent, que l'on n'apprend pas vraiment l'allemand à l'école, cela correspond pourtant à un constat largement partagé...

– Des études européennes montrent en effet que les compétences linguistiques au sortir de la scolarité obligatoire restent faibles en rapport avec l'investissement. On doit améliorer ce résultat. Mais il ne faut pas dire qu'on va dans le mur, ni alimenter des attentes incantatoires: il n'a jamais été question d'avoir des élèves trilingues à la sortie de l'école. Celle-ci donne les connaissances de base.

– Et l'immersion, que préconise le SER?

– C'est un objectif idéal, le meilleur moyen sans doute d'acquérir une véritable aisance et la capacité de discourir. Mais notre type d'organisation scolaire ne le permet pas aisément. Les hautes écoles réclament plus de maths, de sciences. Une initiative veut plus de musique. Et beaucoup d'élèves quittent l'école avec de grandes lacunes en français...

– Face aux critiques sur l'efficacité de l'enseignement des langues, le plus crédible ne serait-il pas de former les enseignants comme des spécialistes?

– Je ne le crois pas. Comme certains pédagogues, je trouverais dommage que les enfants soient confrontés à une série de spécialistes dès le plus jeune âge. La présence de généralistes en primaire est une chance. Je crois beaucoup à la capacité de s'organiser des équipes pédagogiques, dans lesquelles on peut jouer avec les compétences de chacun. Le plaisir n'est pas toujours lié à l'excellence: je connais des enseignants loin d'être bilingues très à l'aise pour faire faire aux élèves les premiers pas en allemand.

– Après l'allemand, l'anglais doit être introduit en primaire en 2013 selon le Plan d'études romand. Le Jura est-il prêt?

– Je crois, oui. L'allemand est entré en 3e depuis plusieurs années. Nous avons une offre de formation continue à Berlin, qui vivifie la confiance des enseignants dans la conversation et la culture allemandes. Pour l'anglais, une cinquantaine de maîtres volontaires ont été formés en vue de 2013. Je n'entends aucune polémique à ce sujet.

– Genève et Vaud ont reporté cette introduction d'une année et de deux ans respectivement. Des cancrès?
– Ils veillent à ce que l'introduction de ces langues se fasse de la manière la plus concertée et la plus efficace dans le contexte de leurs réformes. Dans le Jura, nous partageons notre école pédagogique avec Neuchâtel et Berne. Dans ce cadre, nous avons pu mettre en place un plan de formation de manière anticipée.

– Des enseignants alémaniques s'en prennent au français, qu'ils voudraient repousser de 5e en 7e...

– C'est le scénario redouté. Pour les enfants en difficultés, le réflexe n'est jamais de sacrifier l'anglais! Mais je relativiserais ces menaces par le contexte: ce sont des pressions de dernière minute dans le cadre d'un plan d'études alémanique en voie de finalisation. Qu'on renonce à une exigence linguistique pour quelques élèves fragilisés, on le fait aussi ici. Ce qui serait inimaginable, c'est que des groupes entiers d'élèves échappent au français.

- [L'école vaudoise prend le temps de changer de peau](#)
- ["Nous proposons un Grenelle de l'enseignement des langues" \(15.08.12\)](#)



FRÜHFRANZÖSISCH

Aktualisiert am 15.08.12 von Leif Simonsen

BINNINGER DRITTKLÄSSLER MACHEN DEN SPRUNG INS KALTE WASSER EN FRANÇAIS



Keine Schonfrist: Lehrerin Kathrin Thommen beim Frühfranzösisch. Jun

Die Binninger Drittklässler werden schon nach den Ferien so richtig gefordert. Seit der Schulreform neu eingeführt, haben sie Frühfranzösisch und lernen die Fremdsprache in der Schule. Eine Umstellung, die nicht nur die Schülern herausfordert. von Leif Simonsen

So richtig einschätzen können die Binninger Drittklässler ihre Lehrerin noch nicht, schliesslich ist es erst der zweite Schultag bei Frau Thommen. Aber etwas unorganisiert scheint sie schon. «Entschuldigt mich einen Moment, ich bin verwirrt. Ich bin gleich zurück», sagt Kathrin Thommen und stiehlt sich aus dem Klassenzimmer der Klasse 3b.

Kurz später kommt Claire Dubois herein, eine Pariserin, die nur Französisch spricht. Es dauert einen Moment bis zum Aha-Effekt. Abgesehen von der Hornbrille, der modischen Tasche und dem grünen Veston ist ihre Ähnlichkeit zu Frau Thommen unverkennbar. «Ich habs an den Zöpfchen erkannt», sagt eine Schülerin; ein anderer erkennt die Stimme.

Solche Diskussionen lässt die verkleidete Klassenlehrerin bei der ersten Französisch-Lektion gar nicht erst aufkommen. «Prenez vos chaises», fordert sie die Kinder auf. Ihre Worte untermalt sie mit klaren Gesten. «Wir müssen die Stühle mitnehmen und nach vorne gehen», deuten die Kinder richtig.

«Das versteht niemand in Thailand»

Die Französisch-Stunde ist nicht nur für die 3b im Binninger Neusatz-Schulhaus Neuland. Auch für Kathrin Thommen ist es eine Premiere. Zum ersten Mal werden im Baselbiet dritte Primarklassen in einer Fremdsprache unterrichtet. Baselland ist einer von sechs Kantonen, der sich im Zuge der Schulreform für Französisch als erste Fremdsprache entschieden hat. Nicht nur in der Politik schieden sich daran die Geister. Auch in der 3b ist man sich nicht einig. «Wenn ich mich entscheiden müsste, hätte ich lieber Englisch-Unterricht», sagt eine Schülerin. Denn: «In Thailand versteht niemand Französisch. Da muss man schon Englisch sprechen.»

Andere widersprechen. «Wir wohnen 10 Minuten von Frankreich entfernt, da will ich schon Französisch lernen», sagt einer ihrer Mitschüler. Seine Chancen stehen gut. In den nächsten Jahren wird er wöchentlich drei Lektionen Französisch haben – die heutigen Viertklässler haben nur anderthalb. Thommen räumt ein, dass sie sich nochmals in die Sprache «reinhängen» musste. Noch mehr gefordert sind aber diejenigen, die nun schon die zweite oder in einigen Fällen gar die dritte Sprache lernen – im Alter von nur neun Jahren.

Claire Dubois, Kathrin Thommens französisches Alter Ego am gestrigen Vormittag, kann darauf keine Rücksicht nehmen – denn sie ist nicht «bilingue». Sie erzählt die Geschichte des «monstre de l'alphabet», vom Alphabet-Monster, das sich von Buchstaben ernährt und in den nächsten Monaten sein Unwesen in der 3b treiben wird. Es ist einer der Protagonisten im neuen Französisch-Lehrmittel «Mille Feuilles», das die Schüler gestern zum ersten Mal in den Händen hielten. Das Buch wird nicht «Mileföiles» ausgesprochen, und die Kinder machen schon die ersten schmerzhaften Erfahrungen mit der romanischen Sprache. «Man spricht die Wörter leider nicht immer so aus, wie sie geschrieben stehen», erklärt die Klassenlehrerin.

Wie lange hält die Begeisterung?

Frau Thommen zeigt schliesslich Erbarmen und löst die Geschichten-Erzählerin aus der französischen Hauptstadt ab. Sie gönnt ihrer Klasse eine Verschnaufpause, nachdem sie nun fast eine halbe Stunde einer Sprache gelauscht haben, von der sie nichts verstehen. Thommen legt die Latte niedriger als Dubois. «Welche Wörter kennt ihr denn auf Französisch?» «Bonjour», «Oui», «Un, deux, trois» und «Le Parfait» prasseln auf die Klassenlehrerin nieder.

Thommen zeigt sich nach der Stunde zufrieden. «Mich selber spricht Frühfranzösisch an», sagt sie. Die Kinder werden gestern am Mittagstisch nichts anderes erzählt haben. Wie lange die Begeisterung für die neue Sprache anhält, «das ist dann aber wieder eine andere Frage», sagt Kathrin Thommen und lacht.

(bz Basellandschaftliche Zeitung)

TAGBLATT

Tagblatt Online, 22. August 2012 18:17:00

HOHES NIVEAU



Ursula Tschan Oberstufenlehrerin für Sprachen an der OMR (Bild: unknown)

«Vergangene Woche hat für die erste Frühenglisch-Generation die Oberstufe begonnen. Im Vergleich zu den letzten Jahrgängen sind die neuen Erstklässler im Englisch-Unterricht mündlich sehr stark. Die Jugendlichen haben deutlich weniger Hemmungen zu sprechen. Probleme sind wohl eher in schriftlichen Übungen zu erwarten. Als Englisch-Lehrerin freue ich mich aber auf ein höheres Niveau im Unterricht: Man wird sich mit den Schülern gut in der Fremdsprache unterhalten können. In unserer Schule, der OMR, ist speziell, dass das Fach Englisch in drei verschiedenen Anforderungsstufen angeboten wird, um jeden Schüler optimal zu fördern. So kann es sein, dass je nach Können Real- und Sekundarschüler gemeinsam unterrichtet werden.» (seh)

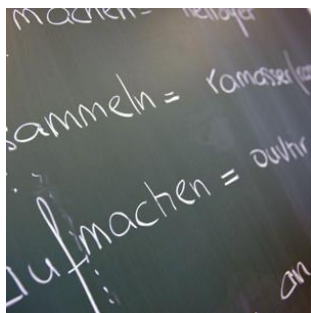
Kampf um Französisch in der Schule

Heute vergeben wir eine Carte Blanche an die Waadtländer SP-Nationalrätin Josiane Aubert.

Seit einigen Jahren fallen die Barrieren in verschiedenen Deutschschweizer Kantonen (Zürich, St. Gallen, Thurgau, Schwyz, Glarus und Appenzell Innerrhoden): **Der nationale Zusammenhalt hat gegenüber den Anforderungen der Marktwirtschaft verloren.** Dies führte zuerst dazu, Englisch als erste Fremdsprache in der Schule zu lehren und Französisch und Italienisch auf die zweite Stelle zu verbannen. Nun hat im Rahmen von Harnos und «Lehrplan 21» – dem Deutschschweizer Pendant unseres «Plan d'étude romand» – das Ringen um das Zurückstellen der zweiten Fremdsprache begonnen. Französisch soll demnach erst nach der Orientierungsschule in den drei letzten obligatorischen Schuljahren unterrichtet werden.

Besonders beunruhigend ist die Tatsache, dass der Aufstand von den Primarlehrerinnen und -lehrern von pädagogischen Vorwänden ausgeht. Es ist völlig richtig, die Ziele beim Erlernen von Fremdsprachen in der Schule, die Ausbildung der Lehrpersonen, die Fremdsprachen unterrichten, sowie die Lehrmittel zu hinterfragen. Aber am Prinzip der sprachlichen Frühförderung, das darauf beruht, dass zwei Fremdsprachen – **davon eine Landessprache** – möglichst früh gelernt werden sollen, darf nicht gerüttelt werden. Pädagoginnen und Pädagogen sollten vielmehr Brücken zwischen den verschiedenen Kulturen unseres Landes schlagen und nicht den nationalen Zusammenhalt untergraben!

Sich hinter pädagogischen Argumenten zu verstecken, um den Französischunterricht in die letzten obligatorischen Schuljahre zu verbannen, ist gefährlich.



Französisch wird noch mehr aus dem Unterricht in der Deutschschweiz verbannt: Vokabeln im Französischunterricht. (Foto: Keystone)

Ich bin mir sicher, dass sie in ihrem Berufsalltag vielen Kindern ausländischer Herkunft begegnen, die zu Hause fließend eine andere Sprache sprechen. Für diese Kinder stellt das Erlernen anderer Sprachen wie Hochdeutsch, Schweizerdeutsch, Englisch oder Französisch **absolut kein Problem** dar, im Gegenteil, sie sind sogar erpicht darauf. Je früher man mit Fremdsprachen in Kontakt kommt, desto einfacher fallen sie einem als Erwachsener.

Aber warum kommt diese Frage des Lernens einer zweiten Landessprache ausgerechnet in der Ostschweiz auf, die am weitesten vom Tessin und der Romandie entfernt ist? Ich befürchte, dass dies kein Zufall ist, sondern vielmehr ein Beweis für die Verkennung des Anderen, die dieser Teil der Schweiz in den letzten Jahren immer stärker an den Tag legt. **Die Folge ist eine zunehmende Gleichgültigkeit gegenüber den kulturellen und sprachlichen Minderheiten in unserem Land.** Diese Tendenz kommt zudem durch ein starkes Identitätsbedürfnis zum Ausdruck, denn dieselbe Landesregion fällt auch durch ihr Problem mit niedergelassenen deutschen Staatsbürgerinnen und -bürgern und deren Hochdeutsch auf.

Solche Verhaltensweisen deuten oft auf versteckte Ängste hin. Deshalb meine Frage an meine lieben Landsleute der Ostschweiz: **Wovor habt ihr denn derart Angst, dass ihr euch so vehement gegen die Minderheiten wehrt?** Müsst ihr noch mit eurem grossen deutschen Bruder abrechnen, der dieselbe Kultur wie ihr hat? Weshalb sonst würden eure antideutschen Bemerkungen derart empfindlich ausfallen und würdet ihr nach mehr Platz für das Schweizerdeutsche schreien? Habt ihr vergessen, dass die Schweiz über Jahrhunderte gerade deshalb so stark war, weil sie ein grosses Selbstvertrauen entwickelt hatte und ausnahmslos alle Minderheiten nicht nur respektierte, sondern sogar als höchsten Wert unserer Demokratie ansah?

Pädagogische Fragen zur Lehrerausbildung, dem Lehrmaterial und den Lehrmethoden, aber auch die verfügbaren finanziellen Mittel müssen selbstverständlich berücksichtigt und entsprechende Lösungen gesucht werden. Sich

hinter pädagogischen Argumenten zu verstecken, um den Französischunterricht in die letzten obligatorischen Schuljahre zu verbannen, ist hingegen **gefährlich**.

Die nächste Etappe wäre dann vielleicht die vollständige Hinterfragung des Französischen im «Lehrplan 21» ... Italienisch hat bereits einen schwachen Platz sowohl im Westschweizer als auch im Deutschschweizer Lehrplan. Das ist kein gutes Zeichen. Sollte die Romandie in ein paar Jahren Deutsch als erste Fremdsprache in Frage stellen, dann können wir uns von unserer multikulturellen Schweiz verabschieden. Die Schweizerinnen und Schweizer würden sich dann **untereinander in Englisch verständigen**, aber das nationale Verständnis wäre auf Geschäfts- und Finanzvereinbarungen reduziert – ohne Herz und Seele, Kultur ade! Für die Schweiz wird bald die letzte Stunde schlagen, wenn wir uns nicht unverzüglich dafür einsetzen, dass dem Unterricht unserer Landessprachen die kulturelle Bedeutung wiedergegeben wird, mit der wir gross geworden sind. Und diese schöne Aufgabe obliegt der Schule – je früher desto besser!

Der Bund

Kritik an Frühfranzösisch-Lehrmittel bleibt

Von [Andrea Mantel](#). Aktualisiert am 03.09.2012

Vor einem Jahr wurde im Kanton Bern an den dritten Klassen Frühfranzösisch eingeführt – damit einhergehend auch das neue Lehrmittel «Mille feuilles». Dieses überzeugt nicht alle Beteiligten restlos.



Seit einem Jahr unterrichten die beiden Unterstufen-Lehrerinnen Vanessa Fiechter und Monica Di Mattia an der Stadtberner Schule Kirchenfeld Frühfranzösisch. Zugrunde liegt dem Fach das neue Lehrmittel «Mille feuilles». Dieses war bereits vor der Einführung umstritten und erntet auch nach einem Jahr praktiziertem Unterricht noch Kritik. Angeprangert werden insbesondere die grosse Stofffülle und die komplexen Aufgabenanleitungen. Die Lehrerinnen Fiechter und Di Mattia sind sich dieser Problematiken ebenfalls bewusst, sehen aber auch Licht am Horizont.

Hilfestellung für grosse Stofffülle

«Mit der Stofffülle umzugehen, ist tatsächlich manchmal etwas schwierig», sagt Vanessa Fiechter. «Im Moment halten wir uns aber, so weit es geht, an den Zeitplan des Schulverlages – wir sprechen uns viel ab, besprechen, was für uns Sinn macht und was nicht; dann streichen wir aufgrund unserer Erfahrungen einzelne Aufgaben oder vereinfachen diese.»

Der Schulverlag hat auf die Kritik am Umfang auch reagiert. Als Unterrichtshilfen wurden Tabellen mit Angaben zum Zeitbedarf für die einzelnen «magazines» und «parcours» entwickelt, die explizit auf möglichen fakultativen Stoff hinweisen. «Dieses Material kann von der Lehrerplattform «Mille feuilles» des Schulverlags heruntergeladen werden», sagt Margreth Däscher, kantonale Projektleiterin Passepartout.

«Bei der Neulancierung von neuen Lehrmitteln kommt immer das Gefühl auf, mit Informationen überschwemmt zu werden.» Richtig beurteilt werden könne die Stoffmenge aber erst, wenn das Lehrmittel mindestens einmal durchgearbeitet worden sei. «Und wenn die Lehrpersonen nach ein paar Jahren mit dem Lehrmittel wirklich vertraut sind, kann eine gewisse Stofffülle für den individualisierenden Unterricht auch hilfreich sein», so Däscher.

Zu schwierige Anleitungen

Ein weiterer Kritikpunkt ist die Aufgabenanleitung. Sie sei zu komplex und zu schwierig, monieren die Gegner. «Es sind ab und an beinahe zu viele Information darin verpackt, und dies in einer sehr umständlichen Sprache – das stimmt», sagt Di Mattia. «Stärkere Schüler können davon profitieren, schwächere hingegen haben Stress – wie in jedem anderen Fach auch.» Der Schulverlag hat auch auf diese Feststellungen reagiert. «Mittels Postkarten, die einzelne Aufgaben aus dem Lehrmittel in Teilschritte unterteilen, und die ebenfalls kostenlos von der Lehrerplattform heruntergeladen werden können, lassen sich Aufträge in jahrgangsgemischten Klassen oder Gruppenarbeiten in Jahrgangsklassen besser organisieren», so Däscher.

Laufend werde dieses Zusatzangebot ausgebaut und erweitert. «Grundsätzlich darf nicht vergessen werden, dass wir uns erst am Anfang des zweiten Jahres mit dem Lehrmittel *«Mille feuilles»* befinden», sagt Däscher. «Wenn alle Beteiligten in ein paar Jahren sehen, wo das Projekt hinführt, werden Angst und Unsicherheit sicher abnehmen.»

Neues Lernkonzept

Auch Vanessa Fiechter und Monica Di Mattia sind sich bewusst, dass das interkantonale Projekt erst am Anfang steht. «Es ist ein anderes Lernkonzept als bis anhin mit *«Bonne Chance»* – man muss deshalb noch abwarten und sich daran gewöhnen. Wir denken, dass wir nach etwa vier Jahren dank der gesammelten Erfahrungen konkretere Einschätzungen treffen können», so Fiechter. «Wir sind immer noch auf dem Weg und müssen uns selbst, den Eltern sowie den Kindern Zeit geben.»

Wenn die beiden Lehrerinnen selbst Änderungen am Lehrmittel vornehmen könnten, wären sie sich einig: «Die wiederkehrenden *«Revue»*, bei denen die Kinder reflektieren, sind im Heft zu eng und zu konkret niedergeschrieben», so Di Mattia. «Diese würden wir freier und offener lassen.» Wichtig für sie sei aber, dass die Kinder bis jetzt am neuen Fach Freude haben, und es ganz viele schöne Momente und positive Erlebnisse gegeben habe. Trotz einiger *«Stolpersteine»* – und auch diese gehörten dazu.

«Dass es nun Noten gibt, ist eigentlich schade»

Wie sich die Tatsache, dass im vierten Schuljahr neu Noten eingeführt werden, auf die Motivation der Schüler auswirken wird, ist noch unklar. «Dass es nun Noten gibt, ist eigentlich schade», sagt Fiechter.

Die schwächeren Schüler seien jetzt schon etwas im Stress, das hätten sie bereits bemerkt. «Aber es wird sich zeigen, welchen Einfluss die Noten effektiv auf die Motivation haben werden.»

(Der Bund)

Basler Zeitung

Frühfranzösisch gerät unter Druck

Von Peter de Marchi. Aktualisiert am 03.09.2012

Viele Eltern, Lehrer und Schulleiter erachten zwei Fremdsprachen an der Primarschule als nicht sinnvoll. Trotz Kritik ist die Bilanz der Praxis jedoch positiv.

Astrid Ruckstuhl schiebt eine CD in den Laptop; auf dem Bildschirm erscheint eine Wüstenlandschaft. Die Kinder begeben sich auf die virtuelle Suche nach Tieren. Taucht der Löwe auf, sagt der Laptop mit klaren Worten: «le lion». Und nochmals: «le lion». Die Kinder sprechen nach, sie lernen Französisch, Frühfranzösisch. Basel-Stadt hat vor einem Jahr mit dem Frühfranzösisch ab der dritten Primarklasse begonnen; Astrid Ruckstuhl unterrichtet im Basler St.-Johann-Schulhaus derzeit drei vierte Klassen – eine Lehrerin der ersten Stunde. Ihr Fazit nach einem Jahr und ein paar Wochen: «Die Kinder lernen mit Begeisterung.»

Astrid Ruckstuhl steht mit ihrer positiven Einschätzung – und ihrer positiven Einstellung – mitten in Hagel, Blitz und Donner. Von überall her prasselt Kritik auf das Frühfranzösisch und Frühenglisch ein. Der Dachverband der Schweizer Lehrerinnen und Lehrer (LCH) wie auch die Schulsynode Basel-Stadt machen schwere Mängel aus. Der Fremdsprachenunterricht werde mit Noten und Prüfungen zum Promotionsfach mit Haus-

aufgaben und Lernstress, sagt LCH-Zentralpräsident Beat W. Zemp. Dies überfordere vor allem schwächere Kinder und erhöhe generell den Stress. Zum Teil sei auch die Weiterbildung der Lehrpersonen ungenügend.

Die Schulsynode kritisiert in erster Linie die grosse Stofffülle. Viele Lehrpersonen stünden unter einem permanenten Zeitdruck und sähen sich nicht in der Lage, den vorgegebenen Stoffplan einzuhalten. Ausserdem stelle das Lehrmittel «Mille Feuilles» hohe Anforderungen an das Leseverständnis der Schülerinnen und Schüler. Die Lehrpersonen seien gezwungen, die Arbeitsanweisungen für schwächere Kinder herunterzubrechen. Das Lehrmittel erfordere einen hohen Betreuungsaufwand.

Französisch raus aus Lehrplan

Noch dicker kommt es in der Zentral- und Ostschweiz. Sechs Kantone, von Schwyz über Zürich bis nach Glarus – alle mit Frühenglisch – verlangen, dass Französisch aus dem Lehrplan der Primarschule gestrichen wird. Viele Kinder seien mit zwei Fremdsprachen überfordert. Laut «Neuer Luzerner Zeitung» hat eine Umfrage zudem ergeben, dass über die Hälfte der Luzerner Eltern, Lehrer und Schulleiter zwei Fremdsprachen an der Primarschule als nicht sinnvoll erachten.

Weder der Lehrer-Dachverband noch die Basler Schulsynode wollen das Rad der Zeit zurückdrehen. Der politische Auftrag werde nicht infrage gestellt, wenn die Gelingensbedingungen nach den nun vorliegenden Erfahrungen rasch angepasst werden, sagt Zemp. «Von Abschaffen kann keine Rede sein», sagt auch Jean-Michel Héritier, Mitglied der Geschäftsleitung der Synode. Beide verlangen Nachbesserungen.

Schrittweise Verbesserungen

Astrid Ruckstuhl stört sich an dem Rundumschlag, zu dem landauf, landab ausgeholt wird. Von allseitiger Überforderung zu sprechen, findet sie zu einseitig. Klar, nach nur einem Jahr laufe nicht alles optimal, aber man sammle Erfahrungen und verbessere Schritt für Schritt. «Wir lernen aus den Erfahrungen.» Der Verlag von «Mille Feuilles» habe die Kritik bereits aufgenommen und das Lehrmittel mit Hilfestellungen für die Lehrperson ergänzt. Die Schulhäuser hätten zudem MP3-Player und weitere Computer zur Verfügung gestellt bekommen.

Astrid Ruckstuhl räumt auch ein, dass das Umfeld für ihr Fach im St.-Johann-Schulhaus ausserordentlich gut sei. Sie habe ein eigenes Zimmer für den Französischunterricht, unbürokratisch und unkompliziert seien ihr genügend elektronische Hilfsmittel zur Verfügung gestellt worden. Sie habe zudem schon vor der Einführung des Frühfranzösisch am St.-Johann-Schulhaus unterrichtet. Sie musste nicht ein völlig neues Fach in völlig neuer Umgebung unterrichten. «Das hat meine Aufgabe erleichtert.»

Nicht im luftleeren Raum

Für Astrid Ruckstuhl ist das Team-Teaching enorm wichtig. Sie ist beim Frühfranzösisch nicht auf sich allein gestellt, sondern wird unterstützt von der Klassenlehrerin und einer Heilpädagogin. Eine der drei Französischlektionen gibt sie zusammen mit der Klassenlehrerin. Das habe mehrere Vorteile: Schwächere Schüler können während dieser Lektion individuell unterstützt werden, Arbeit in kleineren Gruppen werde möglich und die Vernetzung mit anderen Fächern sei gegeben, zum Beispiel mit Deutsch, Musik oder Mensch und Umwelt. «Französisch wird nicht im luftleeren Raum unterrichtet.»

Frühfranzösisch unterscheide sich auch fundamental vom traditionellen Französischunterricht. «Die Kinder tauchen in ein Sprachenbad ein mit authentischen Texten und Liedern.» Spielerisch und praxisbezogen sei der Unterricht angelegt. Die Schülerinnen und Schüler dürfen Fehler machen, sie sollen lernen zu sprechen, mit Wörtern, mit Mimik und mit Gestik. Am Anfang werde wenig Französisch geschrieben, sagt Astrid Ruckstuhl, der Schwerpunkt liege auf dem Hören, Verstehen, Lesen und auf kleinen Dialogen. Mit jedem Erfolgserlebnis steige die Freude der Kinder an der neuen Sprache.

Frühfranzösisch werde spielerisch unterrichtet und sei sehr beliebt bei den Kindern, sagt auch Pierre Felder, Leiter Volksschulen im Basler Erziehungsdepartement. Französisch sei nie ein beliebtes Fach gewesen. Das habe auch mit der Art der Vermittlung zu tun gehabt: In einem geschlossenen System, fixiert auf ein Lehrbuch, sei versucht worden, den Schülern ein perfektes Französisch einzutrichtern. «Die Primarschulkinder aber dürfen Fehler machen, müssen nicht alles verstehen. Entscheidend ist, dass sie sich verständigen können.» Die Probleme aber seien erkannt, sagt Felder. Mit der Synode sollen Gespräche geführt werden, und das Thema werde im Schulblatt aufgenommen.

Viersprachig am Julierpass

Der Kanton Baselland hat erst dieses Jahr mit Frühfranzösisch an seinen Primarschulen begonnen. Erziehungsdirektor [Urs Wüthrich](#) blickt zuversichtlich in dieses erste Jahr. Baselland habe ein Jahr später angefangen und sich sorgfältig vorbereitet. «Sorgfalt vor Tempo.» Die Lehrerinnen und Lehrer seien intensiv in die Mehrsprachendidaktik eingeführt worden. Zudem habe er an Informationsveranstaltungen eine grosses Interesse und eine positive Grundhaltung der Eltern gespürt.

Einer Überforderung der Kinder würden die Lehrer mit Didaktik und einem differenzierten Unterricht begegnen, sagt Pierre Felder. Und Urs Wüthrich fügt lakonisch an: «Die Kinder in Bivio am Julierpass wachsen seit altersher viersprachig auf.» (Basler Zeitung)

RSI RETE
UNO

Mercoledì 12 settembre, 11:48

Italiano, Bertoli scrive a Basilea Città

Il DECS invita a promuovere l'insegnamento nei 6 licei



Il direttore del DECS Manuele Bertoli ha scritto al suo omologo di Basilea Città, Christoph Eymann, invitandolo a promuovere l'insegnamento dell'italiano nei sei licei cantonali. In particolare il consigliere di Stato ticinese auspica che le norme federali in materia "siano ossequiate in modo scrupoloso evitando che ai principi condivisi faccia seguito una scorretta applicazione".

Rispetto dell'ordinanza federale

Le norme cui si fa riferimento nello scritto sono contenute nell'Ordinanza concernente il riconoscimento degli attestati di maturità del 1995, approvata dalla Conferenza dei direttori cantonali della pubblica educazione (CDPE), che obbliga i cantoni ad offrire agli allievi la possibilità di scegliere l'italiano come materia fondamentale.

L'idioma di Dante deve inoltre essere offerto come corso facoltativo ed eventualmente come opzione specifica, chiarisce sempre il direttore del DECS. Ma la realtà cantonale sembra alquanto diversa, viene evidenziato nella lettera. In nessuno dei licei cantonali l'italiano è previsto come materia fondamentale, in due viene insegnato sotto forma di opzione specifica e tre come corso facoltativo.

Roicordate due prese di posizione

A sostegno della sua tesi Manuele Bertoli cita le recenti prese di posizione che vanno in questo senso, quella congiunta di CDPE e Didier Burkhalter (allora direttore del DFI) e quella della Commissione svizzera di maturità.

1. [Obvaldo, niente italiano al liceo](#)
2. [Italiano al liceo, altra lettera a Obvaldo](#)
3. [Italiano a Sarnen, nessuna retromarcia](#)
4. [Oltre 4'400 firme a difesa dell'italiano](#)

CORRIERE DEL TICINO

COMMENTI CDT | EDITORIALE - 6 SET 2012



Cosa direbbe della sufficienza verso la lingua e la cultura italiana delle autorità scolastiche del suo Cantone il grande storico basilese della cultura Jacob Burckhard? (nella foto, Burckhard mentre si reca a fare lezione, Basilea, 1889)

COSA DIREBBE IL GRANDE BURCKHARDT?

di MORENO BERNASCONI - Da quando si è fatta più incisiva la pressione politica svizzero italiana per la salvaguardia della terza lingua in Svizzera, si stanno scoprendo una serie di altarini. L'ultimo in ordine di tempo – dopo i casi di San Gallo e Obwaldo – riguarda la prassi discriminatoria applicata dal Canton Basilea nell'applicazione del dettato dell'Ordinanza federale sul riconoscimento della maturità. Mentre l'articolo 9 cifra 7 dell'ordinanza indica esplicitamente che «nella disciplina fondamentale «seconda lingua nazionale» deve essere offerta una scelta tra almeno due lingue», Basilea città non permette la scelta dell'italiano. Di fronte alla richiesta impellente inoltrata da un liceo cantonale basilese di applicare finalmente l'ordinanza (che data del 1997!) e di annoverare quindi l'italiano fra le materie fondamentali dell'insegnamento liceale, le autorità scolastiche prendono tempo e sono intenzionati a prolungare fino al 2018 la situazione discriminatoria attuale. Si tratta dell'ennesimo rinvio, dopo quello della Conferenza dei rettori liceali di Basilea città che già nel 2001 aveva bloccato una decisione favorevole alla scelta dell'italiano. Sul tema, una decisione formale delle competenti autorità del Cantone dovrebbe cadere il prossimo 17 settembre.

La situazione non è purtroppo più rosea nell'Amministrazione federale dove, malgrado le discussioni sull'Ordinanza di applicazione della legge sulle lingue e le raccomandazioni dell'ormai dimissionario delegato al plurilinguismo, diversi Uffici federali e alcuni Dipartimenti fanno resistenza passiva di fronte alla richiesta di garantire una adeguata presenza di personale italofono (soprattutto fra gli alti funzionari) e sufficienti servizi di traduzione in italiano. A conferma di questa situazione morosa, l'Ufficio federale dell'ambiente avrebbe ridotto del 30% i servizi di traduzione per motivi di risparmio (del 20% quelli in francese e del 10% quelli in italiano). È pur vero che il principio da promuovere anzitutto è che i funzionari della Confederazione possano lavorare nella propria lingua (il che significa che occorrono traduttori dall'italiano verso il tedesco e il francese) ma ciò non può andare a scapito delle traduzioni dal tedesco/francese all'italiano all'interno dell'amministrazione federale. Ne va del principio sacrosanto che ogni cittadino ha il diritto di comunicare con lo Stato nella propria lingua madre.

I segnali che registriamo in queste settimane indicano purtroppo che, malgrado la Legge sulle lingue e la relativa Ordinanza, a Berna e in diversi Cantoni manca la volontà politica di passare dalla lettera ai fatti. La «Stimmung» (l'umore) dei nostri concittadini svizzeri tedeschi nei confronti del plurilinguismo svizzero e della lingua italiana non appare oggi per nulla benevolente. Basta leggere il sarcastico articolo che il venerando e diffusissimo settimanale «Der Beobachter» (un milione di lettori) ha dedicato alla creazione del Forum per la salvaguardia dell'italiano da parte del Cantone Ticino per capire da che parte tira il vento Olstralpe e quanto sia gelido. Già il suo titolo è illuminante («Tanto rumore um nichts» (per nulla). E il tono smaccatamente canzonatorio della conclusione è increscioso: «Adottiamo un'ordinanza che imponga a chi passa il Gottardo di rispondere in perfetto italiano a due domande», oppure «istituiamo una giornata nazionale del Ticino, durante la quale viene distribuito gratuitamente agli Svizzeri vino di Merlot nei boccalini ticinesi», «ma un'idea ancora più efficace sarebbe la promozione di matrimoni misti fra svizzero tedeschi e ticinesi». Gran brutti segnali, purtroppo.

La situazione a Basilea è sorprendente. La reticenza delle autorità ad offrire l'insegnamento dell'italiano anche come materia fondamentale mal si concilia con la storia e la cultura di una città che del cosmopolitismo e della consapevolezza dell'importanza della civiltà europea e mediterranea ha fatto un punto d'onore. Cosa direbbe della sufficienza verso la lingua e la cultura italiana delle autorità scolastiche del suo Cantone il grande storico basilese della cultura Jacob Burckhardt, uno fra i massimi studiosi e estimatori del Rinascimento italiano? Visto il vento freddo che tira in diversi Cantoni, saranno fondamentali i risultati Gruppo di lavoro istituito dal Consiglio federale per verificare l'applicazione dell'Ordinanza federale di maturità e le strategie per rafforzare la posizione dell'italiano. I risultati dello studio saranno presentati l'anno prossimo ed è auspicabile che in questi mesi la pressione politica resti alta. Non tanto in Ticino. È oltralpe che occorre rendere ragione dell'interesse nazionale e non regionale del plurilinguismo svizzero.

Italiano Basilea rinvia la decisione

Le pressioni attuate dal Governo ticinese e della Deputazione alle Camere sono servite Georg Signer: «Rispetteremo l'ordinanza di maturità ma c'è da decidere come e quando»

MORENO BERNASCONI

Il Consiglio di Stato del Canton Basilea ha deciso ieri di rinviare la decisione riguardante l'italiano al liceo. Questo Cantone finora non ha rispettato le disposizioni dell'Ordinanza sulla maturità federale del 1995 che prevede l'insegnamento dell'italiano come materia fondamentale nei licei. Da noi contattato, il direttore della scuola del Cantone Hans Georg Signer ha precisato che «il Cantone Basilea città intende applicare in futuro l'articolo 9 dell'Ordinanza federale di maturità sull'italiano come materia fondamentale. Si tratta tuttavia di stabilire secondo quali modalità e a partire da quando». A dimostrazione della chiara determinazione del Dipartimento istruzione, Signer sottolinea che «Basilea non vuole una soluzione placebo. Quando agiremo lo faremo bene e in modo chiaro». La decisione del Consiglio di Stato basilese non dovrebbe essere presa prima di alcuni mesi. Non è tuttavia dato sapere se cadrà prima della pubblicazione del Rapporto che la Commissione federale di maturità ha commissionato ad un gruppo di lavoro incaricato di studiare una soluzione per l'insegnamento dell'italiano alle scuole medio superiori rispettoso dell'Ordinanza federale di maturità e che possa andar bene per tutti i Cantoni svizzeri. Il rapporto sarà di fondamentale importanza perché è chiamato a dare precise raccomandazioni. In un intervento recente ad una tavola rotonda all'USI, il direttore del Gruppo di lavoro summenzionato, Mario Battaglia, ha rilevato che non è soddisfacente che l'art. 9 dell'Ordinanza non venga applicato da diversi Cantoni, ma non ha neppure escluso che alla fine questo articolo debba essere modificato per trovare un'intesa praticabile.

La decisione del CdS di Basilea di rinviare la decisione sull'italiano interviene dopo che la stampa, segnatamente il Corriere del Ticino, aveva informato sulla mancata applicazione dell'art. 9 dell'ORM da parte di Basilea città e sull'intenzione di prolungare di parecchi anni la situazione attuale. La scorsa settimana, il direttore del DECS Manuele Bertoli, ha deciso di lanciare un appello al suo collega basilese Christoph Eymann. In una lettera, a nome del Consiglio di Stato Bertoli auspicava che «le norme stabilite siano osservate in modo scrupoloso evitando che ai principi condivisi faccia seguito una scorretta applicazione». Bertoli auspicava che Basilea potesse «promuovere e sostenere la diffusione dell'italiano negli studi liceali anche in considerazione della sua internazional-

tà». Venerdì scorso anche la deputazione ticinese alle Camere ha preso posizione sulla questione con una lettera del suo presidente Fulvio Pelli indirizzata al direttore del Dipartimento educazione del Canton Basilea città. La Deputazione esprimeva il proprio «disappunto e dissenso per la decisione preliminare di non riconoscere l'insegnamento dell'italiano come materia fondamentale a Basilea città e questo malgrado i disposti dell'ORM del 1995». Nella lettera si invitavano le autorità scolastiche della città renana a promuovere - proprio nello spirito dell'ORM - presso i giovani svizzeri la conoscenza delle lingue nazionali offrendo loro adeguate opportunità di apprendimento.

Nella sua lettera, la Deputazione ticinese alle Camere sottolineava il fatto che da queste scelte dipende anche «il divenire delle facoltà di italiano e romanistica a livello universitario del Canton Basilea». La lettera fa notare che in attesa del rapporto della Commissione federale di maturità proprio sul tema dell'insegnamento dell'italiano atteso per il prossimo anno, «una decisione contraria al dettato dell'ordinanza risulterebbe» intempestiva e inopportuna. A quanto pare, le pressioni ticinesi hanno sortito un primo effetto: il rinvio di una decisione che non ha solo portata cantonale ma federale.



NO AI PLACEBO Basilea non vuole soluzioni placebo per l'italiano. Le autorità scolastiche assicurano una risposta chiara e corretta. (Foto Keystone)

Berna Anche il Nazionale vuole sostenere il plurilinguismo nell'amministrazione



PERSONALE FEDERALE
Marco Romano ha convinto i colleghi a promuovere il plurilinguismo anche nei CdA di FFS e Posta. (Foto Maffi)

Il Consiglio nazionale ha accettato ieri con 99 voti contro 52 e 7 astenuti una mozione della Commissione delle istituzioni del Consiglio degli Stati volta a rafforzare le misure di promozione del plurilinguismo nell'amministrazione federale. La mozione chiede che le diverse comunità linguistiche siano rappresentate equamente nell'amministrazione, che i quadri superiori padroneggino attivamente una seconda lingua nazionale e passivamente una terza e anche che i corsi di formazione linguistica dei funzionari vengano presi interamente a carico dal datore di lavoro. Il Delegato al plurilinguismo deve inoltre vigilare all'attuazione di queste misure. La mozione era stata fortemente promossa dalla Deputazione ticinese alle Camere federali.

Il plenum del Consiglio nazionale ha inoltre approvato un emendamento che va in questa stessa direzione presentato da Marco Romano

(PPD) nell'ambito della discussione sulla Legge sul personale.

Il Nazionale ha fatto propria la proposta che nella composizione dei Consigli di Amministrazione del parastato federale (segnatamente la Posta, le Ferrovie federali, i Politecnici federali e la Cassa pensione PUBBLICA) si tenga conto del fatto che le regioni linguistiche siano equamente rappresentate. Nel suo intervento, il Consigliere nazionale Marco Romano ha sottolineato che «queste aziende, anche se parzialmente privatizzate, sono parte dell'identità nazionale svizzera. Nella Svizzera multilingue la loro attività è presente e percepita in tutto il Paese. È fondamentale che siano gestite da un gremio che rispecchi i nostri valori e la nostra pluralità. In questo ambito, ma anche per poter dialogare efficientemente con i Paesi limitrofi, è auspicabile un'equa rappresentanza di tutte le comunità linguistiche nazionali».

«Zweite Fremdsprache soll nicht Pflicht sein»

Lehrerpräsident Beat Zemp will eine einheitliche Regel für die Deutschschweiz

Alle Primarschüler lernen zuerst Französisch und können später Englisch dazu wählen: So könnte die Primarschule der Zukunft aussehen, sagt Zemp.

NZZ am Sonntag: Die Präsidenten der kantonalen Lehrverbände haben sich am Samstag mit der Fremdsprachenfrage befasst. Warum gerade jetzt?

Beat Zemp: Die Sprachenregelung ist die Achillesferse des Harnos-Konkordates. Es wurde 2009 in Kraft gesetzt mit einer Übergangsfrist bis 2015. Zur Halbzeit wollen wir wissen, wo wir stehen.

Und hält diese Achillesferse den verschiedenen Ansprüchen stand?

Das erforschen wir nun mittels Umfrage bei den Kantonalsektionen.

Was ist Ihre Meinung?

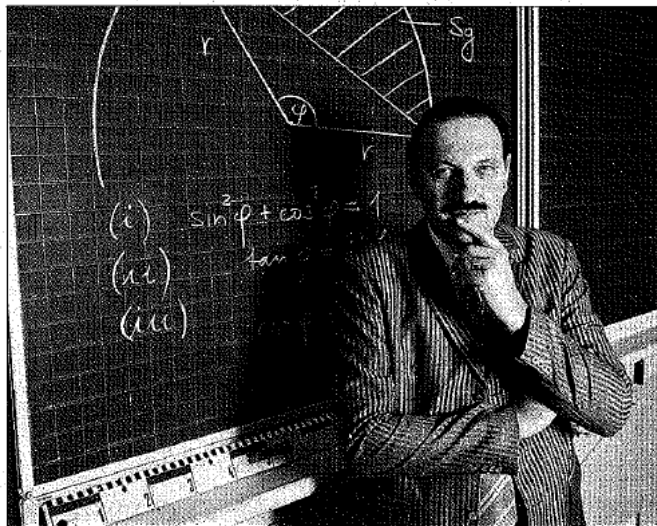
Persönlich glaube ich nicht, dass die Kantone eine Harmonisierung bei der Umsetzung der Sprachenpolitik bis 2015 schaffen. Zum einen, weil es ihnen freigestellt ist, welche Sprache sie ab der dritten und welche ab der fünften Klasse einführen. Heute beginnen einige Deutschschweizer Kantone mit Englisch, andere aber mit Französisch. Das ist ein Flickenteppich. Zum anderen ist es Wunschdenken, dass alle Kinder gleiche Kompetenzen in zwei Fremdsprachen erreichen, egal, mit welcher sie beginnen. Und ungeachtet ihrer Fähigkeiten und sozialen Hintergründe.

Was muss geschehen?

Ich denke, es muss über kurz oder lang darauf hinauslaufen, dass die Frage nach der ersten und der zweiten Fremdsprache in der Deutschschweiz

Beat W. Zemp

Der 57-Jährige ist seit 1990 Präsident des Dachverbandes Schweizer Lehrerinnen und Lehrer LCH, der über 50 000 Mitglieder umfasst. Seit 1998 ist er hauptamtlich für den LCH tätig und vertritt die Anliegen der Schweizer Lehrpersonen in verschiedenen Gremien der Schweizer Erziehungsdirektorenkonferenz und des Bundes. Zemp hat Mathematik, Geografie und Pädagogik studiert. Er unterrichtet mit einem Teilpensum am Gymnasium Liestal. (rd.)



«Wir wollen keine Misserfolgsgeschichte produzieren»: Beat Zemp. (Liestal, 3. 8. 2009)

vom Bund einheitlich geregelt wird. Da dies ein politischer Entscheid von nationaler Bedeutung ist, dürfte als erste Fremdsprache eine Landessprache vorgeschrieben werden. Die zweite Fremdsprache, das heisst Englisch, könnte dann auch als Wahlfach ab der fünften Klasse eingeführt werden.

Es sollen nicht mehr alle Primarschüler weiterhin zwei Fremdsprachen lernen?

Ja, denn nicht jedes Kind ist in der Lage, eine vierte oder fünfte Sprache zu erlernen. Nehmen Sie ein Migrantenkind: Es ist oft genug gefordert mit Muttersprache, Deutsch, Mundart und einer Fremdsprache. Aber auch einheimische Kinder sind oft mit zwei Fremdsprachen überfordert. Wir sollten das Angebot einer zweiten Fremdsprache für alle zwar aufrechterhalten, aber nicht für alle zur Pflicht machen.

Die zweite Fremdsprache als Förderangebot für sprachlich Begabte?

Das wäre eine Möglichkeit. Denkbar ist aber auch, dass wir die zweite Fremdsprache in der Primarschule als Wahlpflichtfach und daneben weitere Vertiefungsfächer, zum Beispiel Stützkurse in Deutsch, anbieten. Das System sollte offener und dem Leistungsvermögen der Kinder besser angepasst werden. Sonst wird es dazu führen, dass wir immer mehr mit Dispensationen vom Fremdsprachenunter-

Lösungen angeschaut. Ich kann mir aber vorstellen, dass ein Vorschlag in diese Richtung gehen wird.

Sträuben sich nicht viele Primarlehrer einfach aus Bequemlichkeit gegen den Fremdsprachenunterricht?

Nein. Die meisten Lehrer setzen sich mit viel Herz für den Sprachenunterricht ein. Sie sind sich bewusst, dass Fremdsprachenkompetenzen wichtig sind. Es ist bekannt, dass später in der Regel mehr verdient und erfolgreicher ist, wer mehrere Sprachen beherrscht, dazu gibt es auch Studien. Und es ist auch eine Tatsache, dass viele Schüler mit Freude und Erfolg zwei Fremdsprachen erlernen. Es gibt aber immer mehr, die es nicht schaffen, und wir haben einfach keine Lust, Teil einer Inszenierung zu sein, welche für diese Lernenden zum Misserfolg verurteilt ist.

Der Lehrverband hat vor der Einführung der Fremdsprachen die Bedingungen formuliert, unter denen es gelingen kann, den Kindern zwei Fremdsprachen zu unterrichten. Diese Latte wurde doch bewusst hoch gelegt.

Das wurde uns schon 2004 vorgeworfen, doch es stimmt einfach nicht. Wir haben nur aufgezeigt, was es alles braucht, um zwei Fremdsprachen er-

folgreich zu lehren. Wir haben diesen Massstab formuliert, damit wir später den Erfolg der Umsetzung auch messen können. Das werden wir nun tun.

Was konkret passiert mit der Auswertung Ihrer Umfrage bei den Sektionen?

Bis April nehmen wir die Analyse vor, und im Juni werden wir unsere konkreten Forderungen formulieren, damit die Harmonisierung dennoch zum Erfolg führt in der Sprachenfrage. Wir haben noch drei Jahre Zeit, das zu verbessern. Das Ziel muss sein, eine Lösung zu finden, die allen Schülern etwas bringt. Wir wollen keine Misserfolgsgeschichte produzieren, nur weil die Politik sagt: Alle Schweizer Kinder müssen um jeden Preis zwei Fremdsprachen ab Primarstufe lernen.

Und was passiert, wenn Sie mit Ihren Forderungen nicht durchdringen?

Dann wird 2015 wohl der Bund ein Machtwort sprechen und die Situation bereinigen müssen. Das Damoklesschwert einer Bundeslösung hängt weiterhin über den Kantonen. Es wäre aber schade, wenn immer mehr zentral geregelt wird. Insgesamt ist Harnos ja ein grosser Koordinationserfolg, wenn man einmal vom Flickenteppich der Sprachen absieht.

Interview: René Doñzé

ANZEIGE



